

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE 2025-2026

L'Ouest et le Sud confirment leur rôle dans la sécurité alimentaire nationale

(P3)

● A L'HÔPITAL DES GRANDS BRÛLÉS DE ZERALDA

Le Président de la République assure la prise en charge optimale des victimes des incendies

Lors de sa visite, hier, aux victimes des récents incendies à l'hôpital des grands brûlés de Zeralda, le président Abdelmadjid Tebboune a affirmé que tous les patients, même les plus gravement atteints, recevraient les meilleurs soins possibles dans cet établissement. Le président a assuré aux victimes que le personnel médical met tout en œuvre pour leur prodiguer les meilleurs soins. Au cours de sa visite, le président a salué le professionnalisme et la compétence des équipes médicales de l'hôpital des grands brûlés de Zeralda.

(Lire en Pages 4 et 5)



● MESURES CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT À BLIDA:

La vallée de Chréa sous haute surveillance

(P6)

● GUERRE GÉNOCIDAIRE SIONISTE CONTRE GAZA

Le bilan des martyrs approche les 73 500

(P12)

Crue au Népal : le bilan s'alourdit à 633 morts



Les secouristes ont redoublé d'efforts samedi pour rechercher quelque 3.000 disparus et évacuer les rescapés bloqués à la frontière entre le Népal et la Chine, trois jours après la terrible crue qui a fait au moins 633 morts et laissé un paysage de dévastation, selon un nouveau bilan. Le désastre, dans cette région prisée des alpinistes et pèlerins, a fait au moins 633 morts à ce stade - 626 au Népal selon l'autorité en charge des situations d'urgence, et sept côté chinois -, sans compter sept corps repêchés très loin en aval, en Inde, dont la provenance n'a pas été confirmée. Au Népal, le nombre de disparus a fait un bond samedi de 1.924 à 2.426 d'après la même source, dont 933 employés de centrales hydroélectriques, pour toujours 517 étrangers sur le total. S'ajoutent 554 personnes qui manquent à l'appel en Chine, dont 260 étrangers. L'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS) a expliqué que ce cataclysme, survenu mercredi, avait été provoqué par l'effondrement d'un glacier, déclenchant une vaste coulée de débris glacés qui a tout ravagé sur son passage. Selon la Croix-Rouge, jusqu'à 93.000 personnes pourraient avoir été affectées par cette catastrophe. Alors que les chances de retrouver des survivants diminuent, les secouristes redoublent d'efforts pour atteindre les zones touchées, où les dégâts compliquent les livraisons de vivres et d'eau. Le tout sous le risque de nouvelles inondations. Ce déluge de glace et de boue a entraîné la formation d'immenses lacs qui risquent de déborder ou céder, dont l'un constitue une menace directe pour les secouristes. Vendredi, les opérations de secours avaient été perturbées aussi bien du côté népalais que chinois en raison d'alertes liées à de possibles coulées, levées par la suite. Les inondations et les glissements de terrain sont fréquents pendant la mousson - entre juin et septembre - au Népal, au Tibet et dans toute l'Asie du Sud. Selon les scientifiques, le changement climatique accroît leur intensité et leur fréquence.

RDC : l'épidémie d'Ebola fait 2 786 morts

La République démocratique du Congo (RDC) compte 5 794 cas confirmés d'Ebola, dont 2 786 décès, selon le point de situation publié par le ministère de la Communication et des Médias, le vendredi 28 août. La riposte se poursuit dans six provinces et 60 zones de santé touchées. Le ministère indique que 1 293 patients ont été guéris, tandis que 843 personnes sont actuellement en isolement ou hospitalisées. Le taux de létalité s'établit à 48,1 %, selon les données communiquées par les autorités congolaises. Deux nouvelles zones de santé ont été signalées comme touchées au Nord-Kivu, à savoir Biena et Manguredjipa, portant à 60 le nombre de zones de santé concernées par la riposte. Les autorités ont également annoncé le début de la vaccination avec le vaccin ERVEBO dans la zone de santé de Buta, dans la province du Bas-Uélé. Le ministère appelle la population à signaler rapidement les symptômes ou les cas suspects. Un numéro gratuit (151) a été mis à disposition pour les signalements. Le ministère de la Communication et des Médias poursuit la diffusion de points de situation afin d'informer sur l'évolution de l'épidémie et des opérations de riposte.

L'UEFA prépare une plainte contre Gianni Infantino

Le bras de fer entre l'UEFA et la FIFA prend une tournure judiciaire. L'instance européenne prépare une éventuelle plainte en Suisse contre le président de la FIFA, Gianni Infantino, au sujet du projet FIFA Forward Enterprise, abandonné après une forte opposition internationale. L'UEFA cherche actuellement à obtenir aux États-Unis des documents qui pourraient servir de preuves dans une future procédure. Le projet, présenté fin juillet, prévoyait la création d'une nouvelle structure commerciale destinée à accroître la valeur des compétitions de la FIFA et à générer davantage de ressources pour le développement du football. Il envisageait notamment l'entrée d'investisseurs privés au capital de cette structure. L'initiative a rapidement provoqué une opposition au sein du football mondial, en particulier en Europe, mais également en Amérique du Nord et en Asie. Quelques jours après sa présentation publique, Gianni Infantino a finalement annoncé que le projet ne serait pas poursuivi, estimant que les divisions qu'il avait provoquées n'étaient plus compatibles avec l'objectif initial de renforcer le développement du football.



UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE ENCORE AU STADE PRÉPARATOIRE

L'UEFA ne reproche pas simplement à Infantino d'avoir défendu un projet commercial contesté. Elle cherche à déterminer si la préparation et la structure de l'opération ont pu porter préjudice aux intérêts de la FIFA.

Selon les éléments rendus publics cette semaine, l'UEFA a engagé une démarche devant la justice américaine afin d'obtenir des documents et des témoignages liés à la préparation du projet. Ces éléments pourraient ensuite être utilisés dans une procédure devant la justice suisse.

L'instance européenne envisage une plainte pour « gestion déloyale », une qualification prévue par le droit suisse.

Il est toutefois important de préciser qu'aucune juridiction n'a établi à ce stade que Gianni Infantino a commis une infraction. La démarche de l'UEFA vise pour l'instant à réunir des éléments susceptibles d'étayer une éventuelle plainte.

Les autorités décrètent une alerte incendie maximale dans plusieurs régions et îles de Grèce

Un risque extrême d'incendies de forêt a été déclaré en Crète, à Rhodes et à Karpathos, plaçant les îles dans la catégorie de risque la plus élevée en raison de vents violents, ont annoncé samedi les autorités grecques de la Protection civile.

Ce risque accru est dû à de forts vents du nord, qui devraient générer des rafales de force 8 à 9 sur l'échelle de Beaufort, selon les autorités.

La catégorie 4, correspondant à un risque très élevé, s'applique à l'Attique, au sud de l'Eubée, au sud de la Laconie, aux Cyclades et aux îles de la mer Égée orientale.

Les autorités ont demandé aux services compétents, aux municipalités et aux administrations régionales des zones présentant les risques les plus élevés de renforcer leur niveau d'alerte et de préparation.

La combinaison de conditions sèches et de vents puissants devrait compliquer les éventuelles opérations de lutte contre les incendies.

Les citoyens sont invités à éviter toute activité susceptible de provoquer des incendies dans les espaces ouverts.

Pakistan: 14 enfants meurent dans l'incendie d'un hôpital d'Islamabad

Un incendie survenu ce mercredi matin dans un hôpital d'Islamabad, la capitale pakistanaise, a coûté la vie à 14 enfants, ont indiqué les autorités locales.

«Un incendie s'est déclaré au troisième étage du service de santé maternelle et infantile (MCH) de l'hôpital PIMS», indique un communiqué publié par le bureau du district d'Islamabad. «Au total, 14 enfants ont perdu la vie dans cet incident», précise le document.

Le bureau du district n'a pas indiqué la cause de l'incendie. Le commissaire en chef de l'administration locale, Sohail Ashraf, a indiqué que des équipes de secours, la police ainsi que lui-même «se sont immédiatement rendus sur place et ont maîtrisé l'incendie». Il a précisé que l'appel d'urgence avait été passé peu avant 07H00 (02H00 GMT).

En raison de la faiblesse des lois en matière de sécurité et des normes de construction, ainsi que d'une application laxiste de celles-ci, les incendies dans les grands bâtiments sont fréquents au Pakistan.

En janvier, au moins 67 personnes ont péri dans l'incendie d'un des centres commerciaux les plus fréquentés de la ville portuaire de Karachi, dans le sud du Pakistan.

Soudan du Sud : l'UA condamne une attaque meurtrière contre une patrouille de l'ONU

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, a condamné, vendredi, avec la plus grande fermeté l'attaque meurtrière perpétrée par des individus non identifiés contre une patrouille conjointe de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (UNMISS), dans l'État de Jonglei, le 25 août 2026. Dans un communiqué, le président de la Commission de l'UA a déploré la mort tragique de deux membres éthiopiens des forces de maintien de la

paix, tombés alors qu'ils œuvraient à la promotion de la paix et de la stabilité au Soudan du Sud. Sept autres personnes ont été blessées lors de cette attaque.

Mahmoud Ali Youssouf a rendu hommage au sacrifice des Casques bleus éthiopiens et salué leur engagement au service de la paix, tout en appelant les autorités compétentes à ouvrir sans délai une enquête approfondie afin d'identifier les responsables et de les traduire en justice.

« Cette attaque odieuse constitue une grave atteinte aux efforts internationaux

en faveur de la paix et de la stabilité au Soudan du Sud », souligne en substance le communiqué, qui appelle à ce que toute la lumière soit faite sur les circonstances de l'incident. Le président de la Commission de l'Union africaine a également présenté ses sincères condoléances au gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, ainsi qu'aux familles, collègues et proches des victimes, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux personnes blessées. Face à la persistance des défis sécuritaires dans le pays, le pré-

sident de la Commission de l'UA a réaffirmé la détermination de l'organisation panafricaine à poursuivre son soutien au gouvernement et au peuple du Soudan du Sud dans leurs efforts en faveur de la consolidation de la paix, de la stabilité et d'une transition politique crédible.

L'Union africaine appelle, à travers cette nouvelle condamnation, à une mobilisation renforcée pour protéger les personnels engagés dans les opérations de maintien de la paix et préserver les acquis du processus de paix au Soudan du Sud.

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE 2025-2026

L'Ouest et le Sud confirment leur rôle dans la sécurité alimentaire nationale

La campagne moisson-battage 2025-2026 vient de s'achever dans plusieurs wilayas du pays, livrant les premiers chiffres d'une saison agricole marquée par des efforts soutenus pour renforcer la sécurité alimentaire nationale. À l'Ouest et au Sud, les résultats témoignent du potentiel agricole des régions et de la montée en puissance des superficies emblavées ces dernières années.

Dans l'Ouest, la wilaya de Relizane figure parmi les plus grands greniers du pays. La récolte qui vient de s'achever s'y est soldée par la collecte d'environ 1,05 million de quintaux de céréales de différentes variétés, blé dur, blé tendre et orge. Un volume important qui confirme la place stratégique de la région dans l'approvisionnement du marché national. À Tissemsilt, wilaya voisine également tournée vers la céréaliculture, plus de 516.000 quintaux ont été récoltés, traduisant une bonne conduite des itinéraires techniques et une mobilisation des moyens matériels et humains. Au Sud, la dynamique se poursuit également. Portée par les programmes d'extension des périmètres irrigués et par l'investissement dans les grandes exploitations, la céréaliculture saharienne contribue désormais de manière croissante à la production nationale. Les rendements enregistrés cette saison dans plusieurs wilayas du Sud viennent conforter l'option de l'Etat de faire de ces régions un pôle structurant pour réduire la dépendance aux importations. Au-delà des chiffres, cette campagne illustre une volonté de diversifier les bassins de production et de sécuriser la collecte, depuis les plaines fertiles de l'Ouest jusqu'aux nouvelles terres du Sud.

PLUS D'UN MILLION DE QUINTAUX DE CÉRÉALES COLLECTÉS DURANT LA CAMPAGNE 2025-2026 À RELIZANE

La campagne de moisson-battage au titre de la saison agricole 2025-2026, récemment achevée dans la wilaya de Relizane, s'est soldée par la collecte d'environ 1,05 million de quintaux de différentes variétés de céréales, soit une nette progression par rapport à la saison précédente, dont la production n'avait pas dépassé 300.000 quintaux, a-t-on appris samedi auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Le chef du service de l'organisation de la production et de l'appui technique auprès de la DSA, Houcine Djebbar, a précisé à l'APS que cette récolte, collectée au niveau des centres de stockage relevant des deux coopératives des céréales et légumes secs (CCLS) d'Oued Rhiou et de Relizane, a été réalisée sur une superficie totale de 88.000 hectares consacrée aux différentes variétés de céréales. Selon le même respons-

able, cette hausse de la production céréalière s'explique notamment par les importantes précipitations enregistrées dans la région, particulièrement durant les mois de janvier et février, lesquelles ont favorisé l'amélioration des rendements des cultures. Le rendement moyen des céréales s'est établi à environ 16 quintaux à l'hectare, tandis que des rendements pouvant atteindre 60 quintaux à l'hectare ont été enregistrés dans certaines zones à forte productivité, notamment à Mendès et Sidi M'hamed Ben Ali, a-t-il ajouté. Dans le cadre du renforcement des capacités de stockage, la wilaya de Relizane a bénéficié, durant la présente campagne agricole, de six centres de stockage de proximité des céréales, mis en service avec une capacité de 50.000 quintaux chacun, sur un total de huit entrepôts attribués à la wilaya. Implantées dans les communes de Sidi Khettab, Belassel Bouzegza, Had Chekala, Ouled Aïche et Sidi M'hamed Ben Ali, ces nouvelles infrastructures ont permis de porter les capacités de stockage de la wilaya de 900.000 à 1,2 million de quintaux. Elles contribuent également à améliorer les conditions de conservation des récoltes et à rapprocher les capacités de stockage des exploitations agricoles. Par ailleurs, d'importants moyens matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de la campagne de moisson-battage. Le dispositif mis en place a notamment mobilisé 324 moissonneuses-batteuses, 3.346 tracteurs, 629 presses à balles, 1.240 citernes et plus de 1.700 remorques, en plus d'autres équipements, a indiqué M. Djebbar. Ces moyens ont contribué à assurer le déroulement de la campagne dans de bonnes conditions et à faciliter la collecte et le stockage de la production céréalière à travers la wilaya.

COLLECTE DE PLUS DE 516.000 QUINTAUX DE CÉRÉALES À TISSEMSILT

La wilaya de Tissemsilt a enregistré, au terme de la campagne de moisson-battage, une production de 516.400 quintaux de différentes variétés de céréales, soit plus du double de celle de la saison précédente, qui s'était établie à 196.000 quintaux, a-t-on appris mardi auprès de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. La cheffe du service de la production et du soutien agricoles, Fatiha Baghda, a indiqué dans une déclaration à l'APS que cette quantité, collectée au niveau des centres de stockage relevant de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya, a été produite sur une superficie consacrée aux céréales dépassant 45.000 hectares. La même responsable a attribué cette hausse de la production céréalière aux importantes précipitations enregistrées dans la région. Le blé dur arrive en tête des quantités collectées avec 413.000 quintaux, suivi de l'orge avec plus de 94.491 quintaux et du blé tendre avec 8.333 quintaux. La quantité d'avoine a, quant à elle, atteint près de 500 quintaux, a précisé la même responsable. Mme Baghda a souligné que la campagne de moisson-battage s'était déroulée dans de bonnes conditions organisation-

nelles et opérationnelles, grâce à la mobilisation des moyens et ressources nécessaires ainsi qu'à la conjugaison des efforts des différents services et organismes concernés, notamment les agriculteurs et les professionnels du secteur à travers la wilaya. Dans le cadre du renforcement des capacités de stockage des récoltes, la wilaya a également bénéficié, cette année, de la mise en service de six centres de stockage de proximité des céréales, d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, sur les sept entrepôts qui lui ont été attribués.

Ces nouvelles infrastructures ont contribué à renforcer les capacités de stockage et à améliorer les conditions de conservation des récoltes agricoles conformément aux normes techniques modernes et sécurisées, tout en rapprochant les structures de stockage des agriculteurs, selon la même source.

DES MESURES DE TERRAIN AYANT CONTRIBUÉ AU BON DÉROULEMENT DE L'OPÉRATION

Les walis de la République à travers les différentes wilayas du pays ont pris une série de mesures de terrain et organisationnelles ayant contribué "au bon déroulement de la campagne moisson-battage et à la réalisation d'un progrès considérable dans ses différentes étapes", a indiqué, jeudi dernier, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Ces mesures, intervenant en application des instructions des hautes autorités du pays et sous le suivi direct du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, ont englobé "la tenue de réunion d'évaluation périodiques, l'intensification des sorties de terrain, l'activation des cellules de coordination, de suivi, de veille et de prise en charge immédiate des préoccupations des agriculteurs ainsi que la levée sans délai des entraves enregistrées". Elles ont concerné aussi "l'application du plan de transfert des moissonneuses-batteuses et du matériel agricole depuis les wilayas où les opérations de récolte ont été achevées vers les wilayas où la campagne est toujours en cours", en sus de "l'exploitation des capacités excédentaires de stockage au niveau des wilayas avoisinantes au profit des wilayas connaissant une pression dans les opérations de collecte, permettant ainsi une exploitation optimale des moyens nationaux avec le renforcement de la coordination et de la solidarité entre wilayas", ajoute le communiqué.

Les mesures prises sur le terrain, sous la supervision des walis, ont reflété "l'efficacité de la coordination entre les différents intervenants et contribué à accélérer le rythme de collecte de la récolte, conformément aux orientations de Monsieur le président de la République". Elles confirment également "l'efficacité du suivi direct engagé par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports pour assurer le parachèvement de la campagne moisson-battage dans les meilleures conditions et dans les délais impartis", conclut le document.

Hamza B.



LA CONJONCTURE

Par R. N.

Sonatrach renforce sa coopération avec les géants chinois Anton Oil et Sinopec

Le groupe Sonatrach poursuit l'élargissement de son partenariat stratégique avec la Chine à travers la signature de deux nouveaux protocoles d'entente avec des majors chinoises du secteur énergétique. Lors d'une cérémonie tenue à Pékin en marge de la visite du Président-directeur général de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, à la tête d'une délégation de haut niveau, le groupe national a conclu un accord avec Anton Oilfield Services Group et un autre avec Sinopec, deux acteurs majeurs du secteur pétrolier et gazier chinois. Avec Anton Oilfield Services Group, société spécialisée dans les services technologiques aux champs pétrolifères et cotée à la Bourse de Hong Kong, Sonatrach vise à identifier de nouvelles opportunités de coopération dans les hydrocarbures et les services associés. Le protocole porte en priorité sur l'évaluation des potentialités de développement des ressources non conventionnelles et des gisements marginaux, deux axes devenus stratégiques pour prolonger la durée de vie des champs et accroître les taux de récupération. L'accord prévoit également un volet dédié aux solutions de récupération assistée du pétrole, ou EOR, une technologie clé pour exploiter plus efficacement les réservoirs matures. Autre point important : la fabrication locale. Les deux groupes examineront les possibilités de produire en Algérie des outils de complétion et des équipements destinés au gaz naturel. L'objectif est de réduire la facture d'importation, de développer une filière industrielle nationale et de créer de la valeur sur le territoire. Au-delà des aspects techniques, le protocole met l'accent sur les échanges d'expertise, le transfert de technologies et les programmes de renforcement des capacités, notamment dans le domaine des ressources non conventionnelles où la Chine a accumulé une expérience reconnue. Selon Sonatrach, Anton Oilfield Services Group se distingue par une haute technologie, une grande compétitivité et un développement rapide et soutenu, des atouts qui peuvent accompagner la montée en compétences des équipes algériennes. Quelques heures plus tard, Sonatrach et Sinopec ont également paraphé un protocole d'entente à Pékin pour explorer la coopération dans des domaines d'intérêt commun. L'accord couvre aussi bien les hydrocarbures conventionnels que non conventionnels, le développement des réservoirs complexes, la pétrochimie et l'hélium, un gaz stratégique pour l'industrie et la santé. Il intègre en outre l'ingénierie pétrolière, les énergies renouvelables et les nouvelles technologies associées, ainsi qu'un volet formation et développement des compétences. Ce nouveau protocole s'inscrit dans la continuité du memorandum signé en 2024 entre Sonatrach et Sinopec. Les travaux menés depuis un an ont déjà permis d'identifier des opportunités concrètes et de lancer des actions de terrain. Le texte signé cette semaine vise donc à consolider les relations existantes et à élargir le champ de coopération à l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, de l'amont à l'aval. La visite du P-DG de Sonatrach en Chine intervient dans un contexte où le groupe national accélère sa stratégie d'ouverture et de diversification des partenariats technologiques. Face aux défis de l'exploitation des ressources difficiles, de la transition énergétique et de l'optimisation des coûts, le recours à des partenaires disposant d'une expertise pointue et d'une capacité d'innovation rapide devient indispensable. Les entreprises chinoises, avec leur maîtrise des technologies de forage, de complétion, de traitement et de développement des champs non conventionnels, offrent des solutions adaptées aux priorités de Sonatrach. Au-delà de l'aspect commercial, ces accords traduisent une volonté commune de bâtir une coopération gagnant-gagnant. Pour Sonatrach, il s'agit de sécuriser l'accès à des technologies de pointe, de développer la sous-traitance locale et de former les cadres algériens. Pour les partenaires chinois, c'est l'opportunité de s'ancrer davantage sur un marché africain stratégique et de participer aux grands projets de développement du secteur en Algérie. En signant avec Anton Oilfield Services Group et Sinopec, Sonatrach renforce ainsi un axe de coopération déjà solide avec la Chine. Ces protocoles ouvrent la voie à des projets concrets qui devraient contribuer à valoriser davantage le potentiel national en hydrocarbures, à moderniser l'outil industriel et à préparer l'avenir du secteur dans un environnement énergétique en pleine mutation.

R. N.

A L'HÔPITAL DES GRANDS BRÛLÉS DE ZERALDA

Le Président de la République assure la prise en charge optimale des victimes des incendies

Lors de sa visite, hier, aux victimes des récents incendies à l'hôpital des grands brûlés de Zeralda, le président Abdelmadjid Tebboune a affirmé que tous les patients, même les plus gravement atteints, recevraient les meilleurs soins possibles dans cet établissement. Le président a assuré aux victimes que le personnel médical met tout en œuvre pour leur prodiguer les meilleurs soins. Au cours de sa visite, le président a salué le professionnalisme et la compétence des équipes médicales de l'hôpital des grands brûlés de Zeralda.



Le président Abdelmadjid Tebboune s'est également enquéri de l'état de santé des victimes évacuées des régions touchées par les récents incendies. Il a rendu visite à des femmes et des enfants blessés. Il était accompagné du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, et du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉCRÈTE UN DEUIL NATIONAL DE TROIS JOURS

Il est important de rappeler que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a, auparavant, décrété un deuil national de trois (3) jours, à compter de jeudi, à la suite du décès de plusieurs citoyens dans ces incendies. "Suite à cette douloureuse épreuve, je décrète un deuil national de trois jours, avec mise en berne de l'emblème national sur l'ensemble du territoire national, et annulation de toutes les manifestations festives et compétitions sportives nationales", lit-on dans le message de condoléances adressé par le président de la République aux familles des victimes.

LES ALGÉRIENS SE MOBILISENT POUR SOUTENIR ET VENIR EN AIDE AUX SINISTRÉS



L'Algérie connaît un vaste élan national de solidarité en faveur des personnes touchées par les incendies qui ont frappé des wilayas de l'est et du centre du pays, parallèlement à la poursuite des efforts d'extinction des derniers foyers encore actifs, à travers la mobilisation de tous les moyens humains et matériels, ainsi que la mise en œuvre par l'Etat de mesures d'urgence pour assurer une prise en charge complète et rapide des populations des zones sinistrées. De toutes les régions du pays, des convois de solidarité se dirigent successivement vers les zones touchées par les incendies, chargés de divers produits et besoins essentiels. Les citoyens ainsi que les associations nationales et locales de toutes les wilayas s'emploient à collecter les aides destinées aux familles sinistrées. Dans ce cadre, des points de collecte ont été installés dans différentes wilayas. Ils connaissent, jour et nuit, un afflux important de citoyens désireux de prendre part à ces initiatives populaires, notamment en achetant des denrées alimentaires, de l'eau minérale, des couvertures et des médicaments pour en faire don aux habitants des régions touchées par les incendies, dans une scène qui reflète les valeurs de la société algérienne, unie face aux épreuves.

Dès les premières heures du déclenchement de ces incendies, plusieurs secteurs, à l'instar du ministère de la Solidarité nationale, ont commencé à mobiliser leurs équipes de terrain afin de contribuer aux

opérations de prise en charge des sinistrés, d'identifier les nouveaux besoins et d'y répondre, en coordination avec les autorités locales.

A cet égard, des instructions ont été données pour activer les mécanismes d'intervention du secteur de la solidarité nationale au niveau des wilayas concernées, notamment les services des cellules de proximité de la solidarité, afin de se rendre dans les zones touchées et d'évaluer de près les situations sociales des familles ainsi que les dégâts et les besoins, tout en mobilisant les aides et secours d'urgence disponibles et en fournissant les moyens nécessaires pour garantir leur acheminement dans les meilleurs délais, selon les priorités du terrain.

De même, l'accompagnement psychologique et social des familles sinistrées a été renforcé, en particulier pour les enfants, les femmes et les personnes âgées, grâce aux équipes spécialisées de ces cellules de proximité, avec le recensement des cas nécessitant une prise en charge particulière ou un suivi spécialisé, et leur orientation vers les autorités compétentes le cas échéant.

De son côté, le ministère de la Jeunesse a mobilisé les établissements sous tutelle pour héberger les sinistrés des incendies, tout comme les directions de wilayas se sont mobilisées pour apporter soutien et secours, incarnant ainsi les valeurs de solidarité et d'entraide sociale en temps de crise. Pour sa part, le Croissant-Rouge algérien (CRA) a commencé à activer "le système de réponse sur le terrain", en mobilisant ses moyens humains et logistiques pour soutenir les efforts de l'Etat dans le secours et l'accompagnement des familles touchées. Ainsi, 12 ambulances ont été mobilisées, appuyées par des équipes d'intervention envoyées depuis les comités de wilaya du CRA de Bordj Bou-Arreridj, Constantine, Sétif et Tizi-Ouzou vers les wilayas de Jijel et Béjaïa. En harmonie avec les appels lancés par les imams lors du prêche du vendredi, et les invitations à la solidarité avec les sinistrés des incendies que connaissent des wilayas du centre et de l'est du pays,

de vastes campagnes de solidarité ont été organisées à partir des mosquées de la République. Elles se sont traduites par l'envoi de convois chargés d'aides vers les zones touchées, afin de contribuer à répondre aux besoins de première nécessité de leurs habitants.

POURSUITE DES OPÉRATIONS D'INTERVENTION POUR CIRCONSCRIRE LES INCENDIES DANS PLUSIEURS WILAYAS

Durant le week-end et depuis jeudi, c'est la mobilisation générale dans le pays où les hautes autorités de l'Etat dont le Premier ministre, Sifi Ghrieb, se sont déplacés, sur instruction du président de la République, pour intervenir à travers toutes les wilayas touchées par les incendies et aider les victimes et leurs familles. En effet, les opérations d'interventions sur le terrain pour venir à bout de ces incendies se poursuivent, avec la mobilisation des moyens matériels et humains et les moyens terrestres et aériens, selon la nature de chaque incendie et le degré de sa gravité, comme l'a si bien indiqué jeudi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

INTENSES ACTIVITÉS DU PREMIER MINISTRE SIFI GHRIEB

A Jijel, le Premier ministre a constaté et suivi les opérations d'intervention et d'extinction, tout en s'enquérant des conditions de prise en charge des blessés et des sinistrés ainsi que des mesures prises pour les accompagner et atténuer les effets de ces incendies. Ainsi et dans ce cadre, le Premier ministre, accompagné d'une délégation ministérielle, s'est rendu dans les établissements hospitaliers ayant accueilli les blessés, notamment l'hôpital de Jijel, l'hôpital de Taher et l'hôpital d'El-Milia, où il s'est enquis de l'état de santé des blessés hospitalisés suite aux incendies, et des conditions de leur prise en charge et des soins médicaux qui leur sont prodigués. Au cours des différentes étapes de la

visite, M. Sifi Ghrieb a écouté les explications des équipes médicales concernant l'état de santé des blessés, le déroulement de leur traitement et les moyens sanitaires mobilisés pour leur prise en charge, soulignant la nécessité de fournir les soins médicaux nécessaires et de poursuivre leur suivi médical jusqu'à leur rétablissement.

Le Premier ministre a également tenu à s'enquérir de l'état des blessés et à échanger avec eux, réaffirmant la mobilisation de tous les moyens et ressources nécessaires pour garantir leur prise en charge optimale.

A cette occasion, M. Sifi Ghrieb a également présenté ses condoléances et a fait part de sa compassion aux familles des victimes des incendies, exprimant sa profonde émotion et sa peine face aux pertes humaines enregistrées, priant Allah Tout-Puissant d'accorder aux victimes Sa sainte miséricorde et d'accorder aux blessés un prompt rétablissement.

Il a, à ce propos, assuré que l'Etat, conformément aux orientations du président de la République, accorde une attention particulière aux blessés, aux sinistrés et aux familles des victimes, et qu'il poursuivra leur accompagnement et la prise en charge de leurs préoccupations. Il a aussi mis l'accent sur la nécessité de mobiliser tous les moyens nécessaires pour remédier aux conséquences de ces incendies.

M. Sifi Ghrieb a salué les efforts consentis par les équipes médicales et paramédicales ainsi que par les différents services de l'Etat dans la prise en charge des blessés, de même que l'élan de solidarité et d'entraide dont les citoyens ont fait preuve lors de cette douloureuse épreuve.

Dans une déclaration à la presse, le Premier ministre a précisé que "l'amélioration et la stabilisation des conditions météorologiques, ont permis la reprise des interventions aériennes sur plusieurs points à l'aide d'avions bombardiers d'eau", soulignant que "la situation est actuellement stable au niveau de la wilaya de Jijel".





LE PREMIER MINISTRE SURVOLE EN HÉLICOPTÈRE LES ZONES TOUCHÉES PAR LES INCENDIES

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a survolé, vendredi, en hélicoptère les zones et villages touchés par les incendies enregistrés dans la wilaya de Jijel, afin de constater l'ampleur des dégâts.

Auparavant, le Premier ministre avait rencontré, au Centre culturel de la commune de Djemaâ Beni Habibi, des familles de victimes, auxquelles il a transmis les condoléances du président de la République, tout en les assurant de son soutien et de sa solidarité.

Il a, dans ce cadre, réitéré "l'engagement de l'Etat à les accompagner, à prendre en charge leurs préoccupations et à prendre toutes les mesures et dispositions nécessaires pour atténuer les effets de cette tragédie".

Le Premier ministre a également écouté les préoccupations et les besoins des familles des victimes, assurant que "les pouvoirs publics leur accorderont toute l'attention requise et veilleront à leur prise en charge dans les plus brefs délais".

Un peu plus tôt, le Premier ministre avait assisté, aux côtés de membres du gouvernement, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux funérailles des victimes des incendies enregistrés dans la wilaya de Jijel.

LE PREMIER MINISTRE À L'HÔPITAL DES GRANDS BRÛLÉS DE ZÉRALDA

Le lendemain, soit vendredi, le Premier ministre s'est enquis de l'état des blessés des incendies de Jijel à l'Hôpital des grands brûlés, Dr Saïd-Chibane de Zéralda (Alger) en vue de leur prise en charge médicale.

Lors de cette visite, le Premier ministre s'est enquis de l'état de santé des blessés et a écouté les explications du staff médical sur la nature et la gravité de leurs blessures et sur les conditions de leur prise en charge médicale et thérapeutique.

A cette occasion, M. Sifi Ghrieb a indiqué que le président de la République "suit avec beaucoup d'attention l'état des blessés et accorde une importance capitale à leur prise en charge optimale et à la mobilisation de tous les moyens médicaux nécessaires pour leur assurer les soins appropriés" tout en assurant un suivi rigoureux de leur état par les équipes médicales spécialisées".

MOBILISATION DES ÉTABLISSEMENTS DE JEUNESSE POUR AIDER ET HÉBERGER LES SINISTRÉS

Le ministère de la Jeunesse a mobilisé plusieurs établissements de jeunesse afin de contribuer aux opérations de solidarité et d'hébergement des sinistrés des incendies qui ont touché plusieurs wilayas du pays, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

Cette mesure s'inscrit "dans le cadre de l'élan national honorable et de la mobilisation de l'ensemble des efforts pour faire face à la situation consécutive aux incendies qui ont touché plusieurs régions du pays", a précisé le ministère ajoutant que "le secteur de la jeunesse s'est mobilisé à travers les différentes wilayas pour apporter soutien et secours, consacrant ainsi les valeurs de solidarité et d'entraide sociale aux moments de crises".

Dans la wilaya de Guelma les auberges de jeunesse et les camps, ont été mobilisés pour héberger les familles sinistrées dont les habitations ont été cernées par les flammes dans la commune de Bouati Mahmoud. Ainsi les familles ont été évacuées vers la Maison des jeunes "Bouchmal Rabah", où toutes les conditions de confort et de prise en charge nécessaires leur ont été assurées. Ces structures restent ouvertes en permanence pour accueillir les sinistrés", précise la même source.

Dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, la Maison de jeunes "Mouloud Kacem Naït Belkacem", dans la commune d'Aïn M'lila, a été transformée en "centre principal de collecte et d'organisation des aides et dons en nature destinés à soutenir et secourir les familles sinistrées dans les différentes wilayas touchées par les incendies", ajoute le communiqué.

EXTINCTION DE 118 INCENDIES SUR 123 AU COURS DES DERNIÈRES 24 HEURES

Les unités de la Protection civile ont réussi à éteindre, au cours des dernières 24 heures, jusqu'à samedi à 07h00, 118 incendies sur les 123 enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Concernant la situation générale des incendies du couvert végétal, des récoltes agricoles, des oasis de palmiers et des bottes de foin, "les services de la Protection civile ont enregistré, au cours des dernières 24



heures jusqu'à ce samedi à 07h00, 123 incendies, dont 118 ont été éteints", précise la même source.

"Les opérations d'extinction se poursuivent pour les cinq autres dans les wilayas de Jijel (2), Sétif (2) et Tébessa (1)", ajoute le bilan.

S'agissant du feu de forêt dans la commune de Texenna (wilaya de Jijel), au lieu-dit "Mechtat El Messa", le bilan fait état de "l'évacuation de certaines familles de leurs habitations à titre préventif, en sus du renforcement des équipes d'intervention par deux avions de type AT-802, avant d'écarter le danger et de permettre le retour des habitants chez eux".

LE CRA OUVRE LA COLLECTE DE DONS ET D'AIDES AU PROFIT DES SINISTRÉS

De son côté, le Croissant-Rouge algérien (CRA) a annoncé dans un communiqué, l'ouverture de la collecte de dons et d'aides destinés aux familles touchées par les incendies ayant frappé certaines wilayas du pays.

Dans le cadre de la poursuite de la réponse sur le terrain et de la prise en charge des personnes touchées par les incendies dans des wilayas de l'est et du centre du pays, "le CRA ouvre la collecte aux intervenants sur le terrain, ainsi qu'aux dons et aides, afin de les acheminer vers les familles touchées par ces incendies", dans le cadre d'une initiative placée sous le slogan "Ensemble... pour la solidarité et le secours".

Cette démarche vise à "organiser, trier et acheminer ces aides en fonction des priorités et des besoins réels

recensés dans les zones sinistrées".

A cet effet, "des points de collecte et de regroupement des aides ont été aménagés au niveau de l'entrepôt central du CRA dans la wilaya de Blida, en tant que point central, afin de faciliter et d'accélérer leur acheminement vers les wilayas sinistrées, ainsi qu'au siège national du CRA à Alger", précise le communiqué.

Les points de collecte comprennent également l'unité principale de la Protection civile dans la wilaya de Jijel et le bureau du comité de wilaya de cet organisme dans la même wilaya, ainsi que tous les bureaux de wilaya relevant du CRA à travers le territoire national.

De plus, la même source a précisé que pour tout contact ou renseignement concernant cette opération de solidarité, les numéros de téléphone suivants sont mis à la disposition des citoyens : 05 58 10 33 99 / 07 79 43 70 28 / 06 97 02 24 24 et 06 71 12 16 94.

"Le CRA avait, au cours des dernières heures, dépêché des convois de solidarité vers les wilayas de Skikda, Jijel et Annaba, chargés de matelas, couvertures, médicaments, couches et autres produits de première nécessité, et ce, parallèlement à la mobilisation d'équipes d'intervention, de staffs médicaux et d'ambulances pour soutenir les opérations de secours, assurer la prise en charge sanitaire et accompagner les personnes touchées", conclut la même source.

DES STATIONS MOBILES POUR RENFORCER LES RÉSEAUX DE TÉLÉPHONIE ET D'INTERNET

Pour sa part, le ministère de la Poste et des Télécommunications a indiqué, dans un communiqué, que la mise en place de stations mobiles de télécommunications dans les zones touchées par les incendies, avait été entamée afin de garantir la continuité des services de téléphonie et d'Internet.

"Suite à la maîtrise des incendies dans les zones touchées et à l'autorisation d'y accéder, les services du secteur de la Poste et des Télécommunications, en coordination avec les opérateurs de téléphonie mobile, ont entamé une opération de renforcement des réseaux de télécommunications", précise le communiqué.

Dans ce cadre, "la mise en place de stations mobiles de télécommunications a été entamée pour remplacer les stations endommagées ou hors service et garantir la continuité des services de téléphonie et d'Internet, avec le recours, au besoin, à la réinstallation de certaines stations mobiles exploitées temporairement au niveau des plages".

Cette mesure vise notamment à "permettre aux services de sécurité, à la Protection civile, aux équipes de secours et aux différents intervenants sur le terrain de disposer de moyens de communication rapides et stables, garantissant une coordination immédiate et la poursuite des opérations d'intervention et de secours".

Dans ce contexte, le ministre de la Poste et des Télécommunications a donné des instructions aux opérateurs afin d'assurer temporairement la gratuité des services de télécommunications et d'Internet au profit des citoyens dans les zones touchées, en vue de faciliter les communications dans ces circonstances, selon la même source.

INTERNET ET TÉLÉPHONIE FIXE GRATUITS PENDANT UNE SEMAINE DANS LES ZONES SINISTRÉES

L'entreprise "Algérie Télécom" a annoncé dans un communiqué, la gratuité, pendant une semaine, des services Internet et de téléphonie fixe dans les zones touchées par les incendies déclarés dans plusieurs wilayas du centre et de l'est du pays.

"Suite aux incendies ayant touché certaines zones de nos wilayas, Algérie Télécom informe de la mise à disposition gratuite, pendant une semaine, des services Internet et de téléphonie fixe (appels locaux et nationaux) au niveau des zones sinistrées et des zones avoisinantes ayant accueilli les personnes affectées", précise la même source.

Said Ben



MESURES CONTRE LES INCENDIES DE FORÊTS À BLIDA:

La vallée de Chréa sous haute surveillance

Face au risque d'incendies, la vallée de Chréa est placée sous haute surveillance, avec des mesures renforcées pour prévenir les départs de feu.

En effet, la conservation des Forêts de la wilaya de Blida intensifie ses mesures de prévention contre les incendies de forêt en combinant surveillance de terrain, nettoyage des zones forestières, élimination des risques d'incendie et campagnes de sensibilisation, en coordination avec les services de sécurité, la Protection civile et la société civile. L'objectif est de réduire les risques d'incendie et de protéger les abondantes ressources naturelles de la wilaya.

Azzedine Chetoum, directeur de la conservation des Forêts de la wilaya de Blida, a confirmé que son département travaille en coordination avec différents services de sécurité, tels que la Gendarmerie nationale, pour organiser des patrouilles et des visites de terrain afin de surveiller les zones forestières, d'évaluer leur sécurité et d'identifier les différents risques d'incendie.

Il a expliqué que ces opérations ne se limitent plus à l'intervention après le déclenchement d'un incendie, mais sont avant tout axées sur la prévention et l'élimination des sources de danger avant qu'elles ne dégénèrent en catastrophes.

C'est ainsi que les agents forestiers ont retiré cette semaine 70 pneus usagés de la forêt de Bahli, dans la commune de Soumaâ, en les transportant vers la décharge technique.

Cette opération fait suite à la découverte, ces dernières semaines, d'autres quantités de pneus usagés dans différentes parties de la wilaya.

Par ailleurs, des mesures préventives sont mises en place pour traiter les zones susceptibles de menacer la végétation. Le directeur des Forêts a annoncé la création de comités au niveau des daïras, afin de supprimer les branchements électriques illégaux à l'intérieur et aux abords des zones forestières, compte tenu du risque d'incendie qu'ils représentent. En outre, le remplissage des réservoirs d'eau dans



la région de Chréa se poursuit, dans le cadre de mesures proactives visant à garantir des ressources en eau disponibles en cas de besoin. Parallèlement, des campagnes de nettoyage des forêts se poursuivent, comme celle menée dans la forêt de Sidi Salem, dans la commune de Bouarfa, ainsi que le déblaiement des rochers qui entravaient la circulation dans la forêt domaniale de Sidi El Kebir, qui fait partie de Telazit.

Les efforts de prévention ne se limitent pas au travail de terrain ; ils s'accompagnent de vastes campagnes de sensibilisation destinées aux citoyens et aux visiteurs des forêts. Ces campagnes ont notamment concerné les mosquées de toute la wilaya, en coordination avec la Direction des Affaires Religieuses et des Wakfs.

PROTÉGER ÉGALEMENT LES RESSOURCES EN EAU

L'importance de la protection des forêts va au-delà du simple risque d'incendie et concerne également la préservation des ressources en eau.

Ainsi, Mohamed Ziar, directeur du Parc national de la Chréa, a souligné, à l'occasion de la Journée mondiale des lacs, célébrée chaque année le 27 août, que « la pérennité des ressources en eau dépend de la pérennité de la végétation ».

Et il poursuit en expliquant également, que les montagnes de l'Atlas de Blida constituent « un réservoir naturel par excellence », contribuant à l'approvisionnement en eau douce de la population, en plus de leur valeur touristique et environnementale.

Mais, il a bien tenu à avertir que les incendies de forêt constituent une catastrophe écologique qui menace non seulement la végétation, mais aussi les ressources en eau, dont la pérennité dépend de la santé de la forêt et du couvert végétal.

Et c'est dans cet ordre d'idée qu'il a appelé à la protection des vallées et des sources d'eau contre la pollution, et à éviter de laver les voitures sur leurs berges et d'y déverser des eaux usées et des produits chimiques.

A noter que Blida utilise 15 sources, dont la plupart sont situées dans le parc national de la Chréa, pour son approvisionnement en eau potable.

Ces sources alimentent également les oueds (rivières saisonnières) qui alimentent deux stations de traitement des eaux à M'Gatta Lazreg et Sidi Medani, situées respectivement dans les communes de Hammam Melouane et Chiffa, ainsi qu'un ouvrage hydraulique qui détourne l'eau de l'oued Hammam Melouane vers le barrage de Douira à Alger.

OULED DJELLAL:

Remise d'ambulances à des établissements sanitaires de la wilaya

Des établissements sanitaires de la wilaya d'Ouled Djellal ont été renforcés par des ambulances, dont la remise a été présidée au siège de la wilaya par le chef de l'exécutif local, Abderrahmane Dehimi. L'opération, qui a été financée par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, a porté sur la remise de cinq ambulances médicalisées dotées d'équipements modernes aux établissements sani-

taires de proximité des communes de la wilaya. Le directeur local de la santé et de la population, Khelifa Selmi, a précisé à l'APS qu'une ambulance a été remise à l'Etablissement public hospitalier Achour-Ziane du chef-lieu de wilaya, deux à l'Etablissement public de santé de proximité de la ville d'Ouled Djellal et une à chacun des deux Etablissements publics de santé de proximité des communes de Ras El Miad et Doucen.

AÏN BEN BEÏDA (GUELMA):

Dix (10) jours sans la moindre goutte d'eau !

Les habitants de Aïn Ben Beïda (Guelma), demandent un plan d'urgence après 10 jours sans eau et face au silence des responsables de l'ADE.

En pleine vague de chaleur estivale, les habitants de la localité d'Aïn Ben Beïda subissent une coupure d'eau drastique. Face à l'inertie des responsables de l'ADE et au manque cruel d'informations, l'exaspération est à son paroxysme.

C'est le calvaire intolérable qu'endurent, en pleine période de grandes chaleurs, les habitants de la commune d'Aïn Ben Beïda, située dans la wilaya de Guelma. Une situation d'urgence qui a transformé la vie quotidienne des familles en un chemin de croix quotidien pour s'approvisionner en une ressource pourtant vitale.

Au désagrément d'un réseau à l'arrêt vient s'ajouter la colère face au mutisme des gestionnaires de la distribution. Panne technique majeure sur la conduite principale, défaillance des pompes ou perturbation brusque du programme de rationnement ? Le flou le plus total persiste.

Les usagers, contraints d'acheter de l'eau à des prix exorbitants pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires, dénoncent ce manque criant de communication qui ne fait qu'alimenter une tension sociale déjà vive. Devant l'urgence sanitaire et la détresse des foyers, les résidents tirent la sonnette d'alarme et sollicitent l'intervention immédiate de la direction de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). Ils réclament l'instauration sans délai d'un plan d'urgence, à travers un avitaillement d'appoint garantissant une distribution régulière au moins une fois tous les deux jours, afin d'assurer le strict minimum en ces temps de fortes chaleurs.

Il y va de la responsabilité des pouvoirs publics et de la régie locale de sortir de leur réserve, d'identifier clairement les causes du dysfonctionnement et d'engager les réparations requises.

BOURSE DE TUNISIE :

Ce que le +44,6% du Tunindex ne dit pas aux entreprises

Depuis janvier, le Tunindex affiche une progression de 44,61%. Le chiffre est spectaculaire, et il est réel. Mais pour une entreprise — qu'elle cherche à se financer, à se valoriser ou à placer sa trésorerie — l'indice reste un résumé incomplet.

Derrière cette performance se dessine un marché fortement concentré sur quelques grandes valeurs, dominé par deux secteurs, dont seule une partie de la capitalisation correspond au flottant, tandis que le marché secondaire obligataire présente une physionomie radicalement différente de celle des actions. Ce dossier lit les chiffres publics de la Bourse non pour simplement décrire le marché, mais pour répondre à une question d'entreprise : en 2026, que peut réellement apporter la place de Tunis en matière de financement, de valorisation et de référence de marché ?

L'ESSENTIEL EN CINQ CHIFFRES

Tunindex : +44,61% depuis le début de 2026
Capitaux échangés sur les actions : 2,599 milliards de DT, soit +100,58% sur un an
Capitalisation boursière : 47,803 milliards de DT
Capitalisation flottante du Tunindex : 11,355 milliards de DT
Marché obligataire secondaire : 96,57% des capitaux échangés concernent le Trésor

UN MARCHÉ EXCEPTIONNEL SUR L'ANNÉE, MAIS EN RETRAIT DEPUIS JUILLET

À 19 450,38 points le 28 août, le Tunindex conserve une progression de 44,61% depuis le début de l'année. Mais il avait clôturé le 31 juillet à 20 038,09 points et atteint un plus haut annuel de 21 552,73 points le 17 juillet. Le marché a donc reculé d'environ 2,93% depuis la fin juillet et de près de 9,75% depuis son som-



met annuel, selon les calculs de la rédaction à partir des niveaux d'indice publiés par la BVMT. La dernière semaine de juillet avait déjà marqué une inflexion : entre le 27 et le 31 juillet, le Tunindex avait perdu 3,88%, tandis que le Tunindex20 reculait de 4,12%.

Le premier enseignement est que la Bourse reste extrêmement positive sur l'ensemble de 2026, mais elle n'est plus dans la phase d'accélération observée à la mi-juillet. Une décision fondée uniquement sur « la Bourse à +44% » regarde la performance accumulée depuis janvier, pas la dynamique la plus récente.

LES CAPITAUX ONT DOUBLÉ — MAIS PAS L'ACTIVITÉ PHYSIQUE DU MARCHÉ

C'est l'un des chiffres les plus impressionnants de l'année. Depuis janvier, les capitaux échangés sur les actions atteignent 2,599 milliards de dinars, contre 1,296 milliard sur la période com-

parable de 2025, soit une progression de 100,58%. Mais le nombre de titres traités n'augmente que de 44,87%, tandis que le nombre de transactions progresse de 62,84%.

La valeur monétaire des échanges a donc augmenté beaucoup plus rapidement que leur volume physique.

Le rapport entre capitaux et quantités implique une hausse d'environ 38% de la valeur moyenne agrégée par titre négocié par rapport à 2025 — un calcul TN à partir des données BVMT.

Cette différence est compatible avec des titres négociés à des niveaux de prix plus élevés et avec une composition différente des transactions. Elle ne correspond donc pas à un doublement équivalent de l'activité physique du marché.

Avril illustre particulièrement ce phénomène. Le mois a concentré environ 30% des capitaux échangés sur les sept premiers mois de 2026.

Sur les 732,9 millions de dinars traités en avril, environ 462,3 millions sont passés par le marché de blocs, soit près de 63% du total du mois.

LA CRISE DU CARBURANT À TRIPOLI, EN LIBYE :

Est-elle enfin en train de s'atténuer ?

Près de 7 000 camions ont été approvisionnés en diesel à Tripoli, en Libye, en l'espace de quatre jours, les autorités ayant étendu la distribution de carburant afin d'atténuer les pénuries qui avaient provoqué de longues files d'attente et fait grimper en flèche les prix au marché noir.

L'unité de soutien des directions de la sécurité basée à Tripoli a déclaré que les stations-service sous sa supervision avaient fourni du diesel à près de 7 000 camions entre le 21 et le 24 août.

Cinq stations-service ont fonctionné 24 heures sur 24 pendant cette période, permettant aux camions de se ravitailler en continu. Selon le service concerné, ces mesures ont contribué de manière significative à réduire les embouteillages et à pallier la pénurie de carburant rencontrée par les chauffeurs routiers.

La société Brega Petroleum Marketing Company a également mis en place des points de remplissage de diesel mobiles près de Airport Road dans le cadre de ses efforts visant à accroître sa capacité de distribution et à réduire la pression sur les stations-service classiques.

Ces mesures ont permis une nette amélioration de la disponibilité, les rapports indiquant que les longues files d'attente de camions observées au plus fort de la pénurie ont largement disparu.

Cette amélioration intervient alors que Brega continue d'annoncer l'arrivée de cargaisons de carburant dans plusieurs ports libyens, laissant entrevoir une stabilisation future des approvisionnements si les livraisons et la distribution se poursuivent.

Brega, filiale de la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC), est chargée de l'approvisionnement et de la distribution de carburant et de gaz de cuisine dans tout le pays.

La pénurie de diesel a également touché les ménages et les entreprises en raison du recours fréquent aux groupes électrogènes diesel lors des coupures d'électricité.

La hausse des prix du diesel a donc entraîné une augmentation des coûts au-delà du secteur des transports.

MAURITANIE

Lancien ministre Ismail Ould Cheikh Ahmed élu SG de l'OCI

L'ancien diplomate mauritanien succédera à Hussein Ibrahim Taha, dont le mandat à la tête de l'OCI s'achèvera officiellement en novembre prochain.

En effet, le diplomate mauritanien et ancien ministre des Affaires étrangères Ismail Ould Cheikh Ahmed a été élu jeudi secrétaire général de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI). L'élection s'est tenue lors d'une

réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères de l'OCI à Djeddah, en Arabie saoudite. Les discussions ont également porté sur la question de l'État palestinien et les derniers développements concernant Al Qods.

Âgé de 66 ans, Ould Cheikh Ahmed succédera au Tchadien Hussein Ibrahim Taha, en poste depuis fin 2021 et dont le mandat s'achèvera officiellement en novembre.

Ould Cheikh Ahmed a dirigé la diplomatie mauritanienne de 2018 à 2022, après avoir été envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Yémen de 2015 à 2018.

En 2014, il a également occupé les fonctions de représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU, ainsi que de coordonnateur résident et coordonnateur humanitaire au sein de la Mission d'appui des Nations unies en Libye.

Il a auparavant exercé des responsabilités au sein des Nations unies au Yémen et en Syrie.

Outre l'arabe, le diplomate mauritanien parle français et anglais.

Avec 57 États membres, l'OCI est la deuxième plus grande organisation intergouvernementale au monde après les Nations unies.

Elle traite principalement des questions concernant le monde musulman, notamment la cause nationale palestinienne et El Qods.

APRÈS LA FERMETURE DU CANAL D'ORMUZ

La Libye cherche à combler le déficit énergétique de l'Europe

La Libye cherche à accroître sa production de pétrole et de gaz et à renforcer son rôle de fournisseur d'énergie pour l'Europe. Le ministre du Pétrole et du Gaz, Khalifa Abdel-Sadiq, a déclaré que le pays pourrait contribuer à répondre aux préoccupations croissantes en matière de sécurité énergétique.

S'exprimant lors de la conférence Offshore Northern Seas à Stavanger, en Norvège, Abdel-Sadiq a déclaré que la Libye était prête à travailler avec les compagnies énergétiques internationales et ses partenaires européens pour accroître les approvisionnements.

La Libye possède les plus importantes réserves prouvées de pétrole d'Afrique et des ressources gazières considérables. Le gou-

vernement ambitionne de rétablir la production de pétrole brut aux niveaux observés il y a plusieurs décennies, tout en augmentant sensiblement ses exportations de gaz naturel. Le ministre a déclaré que les défis énergétiques actuels de l'Europe devraient inciter à accorder une plus grande attention au potentiel de la Libye en tant que fournisseur proche. Il a également soutenu l'idée de faire de la Libye un important pôle énergétique méditerranéen. Après des années d'instabilité politique et de sous-investissement, la Libye cherche à attirer les investissements internationaux. Son dernier appel d'offres pour l'exploration proposait 22 blocs, mais seulement cinq licences ont été accordées, illustrant les difficultés rencontrées par le secteur.

Des entreprises internationales telles que

Shell, ConocoPhillips et TotalEnergies ont néanmoins manifesté un intérêt renouvelé pour les opportunités pétrolières et gazières de la Libye.

La sécurité demeure un obstacle majeur. La contrebande de carburant et les attaques contre les infrastructures critiques ont perturbé la production et suscité des inquiétudes quant à la fiabilité des approvisionnements futurs. Les récentes attaques contre des installations énergétiques ont également mis en lumière les risques auxquels sont confrontés les investisseurs et les exploitants.

Le potentiel d'exportation de gaz de la Libye offre une autre opportunité. Le gazoduc Greenstream, reliant la Libye à l'Europe, fonctionne bien en deçà de sa capacité maximale, ce qui laisse entrevoir des exportations

plus importantes si des investissements et des améliorations techniques sont réalisés.

Abdel-Sadiq a déclaré que l'augmentation des flux de gaz nécessiterait une coopération internationale et de nouvelles technologies.

La Libye poursuit également des projets de développement d'un réseau gazier africain plus vaste reliant ses infrastructures à celles du Niger et du Nigeria, ce qui pourrait renforcer sa position de plaque tournante régionale du transit énergétique.

Le gouvernement met de plus en plus en avant l'augmentation de la production, les investissements étrangers et le développement des exportations comme éléments clés de la stratégie libyenne visant à renforcer son économie et à devenir un partenaire énergétique plus important pour l'Europe.

LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE :

Pour une lutte intense contre ce phénomène chronique

Par Mohamed KHIATI (*)

Il y a quelques mois, le 16 octobre 2024, de nombreux pays à travers la planète y compris l'Algérie, ont célébré la Journée mondiale de l'alimentation dont l'objectif est de sensibiliser l'opinion publique aux problèmes de la faim et de la malnutrition et de mobiliser les secteurs d'activités et la société civile

Dans les documents consultés de cet événement planétaire, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), estime que près de 783 millions de personnes souffrent de la faim et de la malnutrition dans le monde et plus de 200 millions de personnes font face à des situations particulièrement sévères de « crises alimentaires », liées à de nombreux facteurs comme les séquelles du Covid-19, les conflits, les changements climatiques, les inégalités, la hausse des prix et les tensions géopolitiques internationales. Ces facteurs pèsent lourdement sur la sécurité alimentaire, dit-elle. Cependant, il existe au demeurant un facteur supplémentaire qui favorise et crée les conditions d'insécurité alimentaire. Il s'agit du gaspillage des produits alimentaires qui, in fine, constituent un problème planétaire social, environnemental, économique, voire parfois même sanitaire. Ce terrible phénomène est devenu, à l'heure actuelle, une tare à préoccupation mondiale dont les retombées se font sentir sur le plan économique et social des pays. Or, le paradoxe est tel que toutes les nations œuvrent inlassablement à produire plus de nourriture, à travers des politiques de développement agricole et rurales, au moment où de nombreuses populations s'affichent au gaspillage des denrées alimentaires. Cela se passe à une époque où la FAO, s'attache pleinement à lutter contre la faim et la malnutrition, à travers le monde. Selon cette organisation mondiale, il est

entendu par gaspillage alimentaire « toute diminution de la masse des denrées comestibles initialement destinées à la consommation humaine, y compris celles qui sont dans un deuxième temps réaffectées à l'alimentation animale ou à la production de bioénergie ». Si les « pertes alimentaires » font généralement référence à celles enregistrées au niveau de la production, de l'après récolte et de la transformation, le « gaspillage » par contre concerne le stade de la distribution et de la consommation finale (FAO, 2011).

Dans les divers parterres, on s'accorde à dire que la réduction du gaspillage alimentaire participe, entre autres, à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations. Pour ce faire, l'on projette à œuvrer pour réduire de moitié, à l'horizon 2030, le gaspillage alimentaire, au niveau de la distribution et du consommateur, et réduire tout au long de la production et des chaînes d'approvisionnement. C'est là, l'un des sous-objectifs de l'objectif du développement durable (ODD-12), sous le titre « Garantir des modes de consommation et de production durables ».

Au niveau international, les premières estimations faites en 2019, par la FAO, l'indice moyen de perte alimentaire indique qu'environ 14% de la nourriture mondiale produite est perdue après la récolte et jusqu'au niveau de la vente au détail, soit un volume estimé à 1,6 milliard de tonnes. Dans la région de l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest, cet indice est de 10,8%.

D'autres études commissionnées par la FAO ont estimé que les pertes et gaspillages alimentaires représentent annuellement et globalement 30% de la production de céréales; 40-50% des tubercules, fruits et légumes; 20% des oléagineux, des viandes et produits laitiers et 35 % des poissons.

On fit par ailleurs noter que ces déperditions alimentaires dépendent fortement des conditions spécifiques et de la situation locale de chaque pays et pour chaque culture (FAO-2015. Initiative mondiale de réduction des pertes et du gaspillage alimentaire).

D'autre part et sur le plan spatial, il est noté une superficie de 1,4 milliard d'hectares de terres, soit 28% de la sole agricole mondiale est utilisée annuellement pour produire de la nourriture perdue ou gaspillée (FAO, 2020).

Comme valeur économique, cela signifie qu'environ 14% des aliments produits dans le monde sont perdus entre le stade après récolte (inclus) et celui de la vente au détail (exclu).

Cet état de fait montre que sur le plan international, le gaspillage alimentaire et la perte de nourritures est à un niveau jugé alarmant et l'Algérie n'est pas du reste par rapport à ce phénomène qui tend inexorablement à prendre de l'ampleur. Mieux encore, ces pertes et gaspillage des aliments sont considérables. Ils



contribuent à réduire la disponibilité de la nourriture et peuvent même aggraver les pénuries alimentaires dans de nombreux endroits de la planète.

Sur le plan des volumes, le tiers des aliments produits pour la consommation humaine est perdu ou gaspillé, ce qui équivaut à environ 1,3 milliard de tonnes par an. Leurs coûts mondiaux s'élèvent à quelque 2600 milliards de dollars par an, dont 700 milliards de coûts environnementaux et 900 milliards de coûts sociaux.

Cependant, et en dépit des efforts déployés par les différents acteurs, le gaspillage alimentaire a atteint 21% de ce qui est jeté dans les décharges dans le monde. Une partie du problème revient à la longue chaîne d'approvisionnement que traversent les aliments à travers le réseau de distribution des grossistes, les restaurants en passant par les collectivités publiques et les cuisines privées, notent les données statistiques mondiales, ces dernières années. Les pertes tout au long du parcours renferment aussi les dommages aux cultures durant la récolte, leur transport maritime et les produits qui ont été dépréciés qualitativement avant d'être utilisés ou vendus aux consommateurs. En gros, le gaspillage alimentaire s'élève en moyenne à un taux de 40% de la récolte totale d'une nation donnée (FAO 2011).

C'est ainsi qu'en prenant en compte l'ensemble des paramètres nécessaires pour produire, transformer et distribuer la nourriture (la dégradation des ressources, le carburant, les semences, les engrais, l'eau et la main-d'œuvre), il est relevé la raison pour laquelle le gaspillage du produit fini a un coût économique et environnemental considérable. Alors que sur le plan écologique, les pertes et le gaspillage des produits alimentaires contribuent à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et à la dégradation des ressources naturelles.

Qu'en est-il du gaspillage alimentaire en Algérie ? :

En Algérie, comme ailleurs d'ailleurs, les pertes et gaspillage des produits alimentaires se situent généralement à plusieurs niveaux. Ces phénomènes se distinguent à l'échelle de la ferme ou de l'exploitation. Ils sont observés, pour le cas des céréales et des légumes secs et autres cultures annuelles, au moment de la récolte et du stockage avant leur sortie de la ferme. Les pertes à ce niveau sont dues aux chantiers de récolte tardifs des céréales entraînant un égrenage naturel des épis sur pied.

Elles sont liées aussi à la faible maîtrise de la récolte mécanique des cultures et sont estimées par certains auteurs à 5% en moyenne en Algérie. Kaci F (2007) affirme que ce taux reste tributaire du type de moissonneuse-batteuse dont le nombre avoisine en cette date, les 2500 réparties sur le territoire national. Elles sont constatées lors de la récolte et avant la sortie de l'exploitation agricole et leurs mises dans le circuit de commercialisation (1),.

Les causes de ces pertes sont multiples et concernent notamment :

•La mauvaise maîtrise du réglage des moissonneuses batteuses (organes de battage) qui impacte directement le rendement (taux de casse et des pertes de grains) avec une perte moyenne estimée à 4%, soit l'équivalent de 173.000 tonnes de céréales annuellement perdues sur la période 2009-2013 (CREAD, 2018) (2). Elle serait de 116 874 tonnes en moyenne de 2015 à 2020, si on garde les 4% estimé par le CREAD sachant que la moyenne de la production pour cette dernière période fut de 29 218 50,3 tonnes (nos propres calculs) sur la base des statistiques du MADR.

•La nature du sol, le respect de l'itinéraire technique, l'utilisation efficiente des semences et

engrais et des traitements phytosanitaires adéquats, sont autant de facteurs qui influent indirectement le rendement et augmentent les pertes des productions de cultures (la verse des céréales, la présence de mauvaises herbes et de déprédateurs), viennent aussi déprécier la qualité des produits en entraînant parfois, un gaspillage des moyens et des efforts fournis. Les pertes sont aussi liées au stockage et au transit et transport, de telle sorte les produits alimentaires sont souvent soumis aux mauvaises conditions de stockage et à l'insuffisance des unités de transformation (en particulier pour les tomates industrielles et les pommes de terre en cas de « surproduction »), à la faible maîtrise des méthodes de conditionnements adaptées (surtout pour les fruits et légumes).

A titre d'exemple, les « laitues », sont livrées aux détaillants, compressées dans des cartons, cela entraînant par écrasement des feuilles- une perte équivalente parfois à un cinquième du poids. Alors qu'une partie du problème revient à la longue chaîne d'approvisionnement que traversent les aliments dans le réseau des grossistes, les restaurants et les cuisines privées. Les pertes tout au long du parcours soulèvent aussi des dommages causés aux cultures durant la récolte, lors de leur transport maritime engendrant une dépréciation de leur qualité avant d'être utilisés ou vendues aux consommateurs.

En ce qui concerne, le gaspillage des céréales, il est à rappeler que l'Algérie demeure parmi les grands importateurs de blé tendre en particulier, du fait de la faible capacité de la filière nationale à satisfaire les besoins de consommation croissants de la population. On estime, selon certaines statistiques que le blé tendre représente en moyenne quelque 80% du total des importations des blés.

Suite en page 9

Suite de la page 8

Alors que le pain reste parmi les aliments les plus gaspillés. Selon une étude menée en 2015 dans plusieurs pays arabes méditerranéens (il est fait état que 20% du pain et des produits céréaliers achetés sont jetés, suivis par les légumes et les produits laitiers. La consommation de pain a nettement augmenté en Algérie D'après les statistiques, les Algériens consomment 48 millions de baguettes de pain chaque jour, et se trouvent de ce fait, parmi les premiers consommateurs de pain blanc dans le monde (Capone et al. 2016). (3),

Par ailleurs, un média électronique, citant une entreprise chargée du ramassage des déchets ménagers (ExtraNet), donne le chiffre de 90 tonnes de pain jetées dans les poubelles de la capitale (Alger) durant les neuf premiers mois de l'année 2017, soit l'équivalent de 12.000 tonnes de blé. Ce média mentionne également que 12 millions de baguettes de pain sont jetées chaque mois dans le pays citant (Aghiles, 2017) (4), soit l'équivalent entre 320.000 et 400.000 tonnes de blé. Alors que l'UGCAA (Union Générale des Commerçants et Artisans Algériens) a déclaré deux ans avant, en 2015, que pendant le seul mois de Ramadan (mois de piété), quelque 120 millions de baguettes, 12 millions de litres de lait et 50 000 tonnes de légumes ont été jetés par les consommateurs. Tandis que le ministère du Commerce estime, pour sa part, le gaspillage du pain à 10 millions de baguettes par jour, atteignant les 12 à 13 millions de baguettes par jour durant le mois sacré de Ramadan. Quant à la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (FOREM), elle estimait déjà en 2015 que « plus de 40 millions de dollars de pain sont jetés annuellement ». Ce faisant, le média « TSA » (Tout sur l'Algérie) rapporte qu'une étude du Centre de recherche économique (CREAD) a révélé que le phénomène du gaspillage alimentaire prend des proportions inquiétantes en Algérie, en 2024. En effet, d'après l'enquête du CREAD, près d'un tiers (30 %) de la nourriture des Algériens finit à la poubelle et dans les décharges publiques. L'étude a également montré que les familles algériennes consacrent la moitié (50 %) de leurs dépenses à satisfaire des « besoins secondaires ». Ce ratio révèle un véritable gaspillage au plus fort de l'inflation, et malgré la politique de rationalisation des



dépenses engagée par le gouvernement. Ce chiffre est effrayant et reflète l'ampleur du gaspillage dans les habitudes de consommation des citoyens»

La Fédération nationale des boulangers a révélé que sur les 27 millions de baguettes de pains que produisent chaque jour les boulangeries en Algérie, 7,2 millions (soit 27 %) ne sont pas consommées. Ces 7 millions de baguettes de pain servent, dans le meilleur des cas, d'aliments pour volailles et bétail, sinon elles finissent dans les décharges publiques. Devant ce constat, de nombreux spécialistes et associations de protection des consommateurs ont tiré la sonnette d'alarme sur la généralisation du gaspillage alimentaire chez les Algériens, notamment en ce qui concerne les produits subventionnés, les produits à base de blé plus particulièrement. Dans ce contexte, on estime que le phénomène du gaspillage est attribué à trois facteurs : Le premier est d'ordre psychologique. Il concerne la « peur de la pénurie » à mesure que les crises d'approvisionnement s'aggravent. L'Algérien a peur d'entrer au marché ou dans les centres commerciaux et de ne rien trouver, et pour satisfaire ce sentiment, il achète tout », le second est lié à l'aspect social. Selon lui, l'existence au sein de la même famille de plus d'un revenu accroît le manque de coordination dans le processus d'achat et le troisième facteur découle des habitudes de consommation acquises au cours des périodes de prospérité financière.

Il est à relever qu'une large partie de la consommation du pain issue des céréales provient des blés. Le blé dur est destiné à la biscuiterie et à la fabrication de semoules ou de pâtes, mais sans impacts négatifs sur la santé humaine. Tandis que le blé tendre est utilisé principalement en meunerie pour obtenir de la farine nécessaire à la production de pain blanc, de viennoiseries ou de pâtisseries. Il est à faire noter, à ce chapitre que l'OMS (Organisation mondiale de la santé), note que le pain blanc issu de la farine du blé tendre est nocif à la santé humaine. Dr F. Bousmaha de la DGPPS relevant du Ministère de la population et de la réforme hospitalière a souligné lors des journées techniques et scientifiques organisées à l'ITGC (Institut technique des grandes cultures), le 23 septembre 2020 que ce type d'aliment a des répercussions sur la santé des Algériens, notamment pour les adolescents. A ce titre, l'orateur mentionna que :

- Le pain blanc est riche en sucre, sa valeur énergétique est élevée puisqu'elle atteint en moyenne 250 Kcal/100 g dont 85% sont représentés par les glucides. Son index glycémique se situe entre 80-95% selon le degré de raffinage est très proche des sucres simples (un index modéré <70% ou bas < à 50% sont considérés comme favorable à la santé). Cette richesse en sucre entraîne chez les consommateurs une accoutumance qui est l'une des causes de l'apparition des maladies telles que l'obésité et

l'hypertension chez l'adolescent;

- Le blé tendre raffiné utilisé pour la fabrication du pain blanc, est la seule céréale donnant une farine panifiable grâce à la nature unique de ses protéines de réserve qui permettent la formation de réseau de gluten.

Les effets des protéines du gluten sur la santé sont aujourd'hui mis en cause compte tenu des séquelles qu'elles provoquent au niveau intestinal. Ces séquelles connues sous le nom des maladies dites de cœliaque, jadis assez rares en Algérie, sont à l'origine des troubles intestinaux chez l'enfant et chez les adultes (35-65 ans) ;

- La consommation quotidienne de gluten induit de manière indirecte des troubles tels que des anémies (déficit de globules rouges), diarrhées chroniques. Les albumines/globulines du blé, constituent les plus importants éléments allergènes des produits alimentaires à base de blé ;

Cependant, La corrélation entre le diabète et la consommation de la farine raffinée n'est plus à démontrer, le pays compte aujourd'hui près de 5 millions de diabétiques et le taux de prévalence a augmenté de 8 à 16% durant les 15 dernières années (selon la Forem, 2016). En définitive, le gaspillage devient une tare pour laquelle, des mesures draconiennes doivent être adoptées non seulement sur le plan de la sensibilisation et la communication, mais également sur le plan de la réglementation régissant le prix de vente du pain. L'approche à adopter devra être intersectorielle, c'est dire qu'il est impensable de vouloir bien produire plus lorsqu'on s'y met paradoxalement à gaspiller nos produits alimentaires qui pèsent lourdement sur la balance économique du pays, notamment ceux importés. On sait pertinemment que le Ministère du commerce a déjà entamé, il y a quelques années, des initiatives louables à travers des campagnes de lutte contre le gaspillage appuyées par des indicateurs chiffrés. Mais, il reste cependant qu'un énorme travail laborieux doit être encore déployé, selon un mode intersectoriel concerté visant la réduction des pertes et gaspillages des produits alimentaires y compris le pain blanc qui pèsent, outre mesure, lourdement

sur la balance commerciale agricole et alimentaire. Cela est aussi valable pour les ressources hydriques, d'autant que l'on s'approche du mois sacré de Ramadhan où souvent, il est constaté un point culminant du gaspillage de cette denrée rare. Enfin, entrevoir une sécurité alimentaire durable, c'est aussi, réduire les pertes et le gaspillage des produits alimentaires, car il ne s'agit nullement de produire des denrées alimentaires pour en gaspiller une grande partie ou recourir aux importations. A ce sujet, il est pleinement suggéré d'engager des campagnes de sensibilisation de la population pour lutter contre les pertes et les gaspillages dont les réseaux médiatiques : télévisuels et radiophoniques, pensons-nous, peuvent être d'un grand apport par la réalisation de spots, d'émissions ou de reportage. Alors y penser c'est déjà agir, pour le bien être de tous et luttons contre ces fléaux, on est tous concernés. Enfin, Ramadhan Kareem sans gaspillage.

Mohamed KHIATI.
Docteur et Expert Agronome
Références :

1. FAO. Brochure de la Journée mondiale de l'alimentation, 2024.
2. KACI F, 2007. Etude des pertes de grains sur les moissonneuses batteuses disponibles en Algérie. Thèse de doctorat, Ecole Nationale Supérieure Agronomique (ENSA), Alger.
3. CREAD (2018). Analyse de l'état de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Algérie. Volume 1
4. Capone, R et al.- K. Bread and Bakery Products Waste in Selected Mediterranean Arab Countries. American Journal of Food and Nutrition, Vol. 4, No. 2, 2016.
5. AGHILES. R. 2017. Gaspillage/ 90 tonnes de pain dans les poubelles d'Alger. In AF-Algérie Focus du 14-10-2017. Site <http://www.algerie-focus.com/2017/10/gaspillage-90-tonnes-de-pain-poubelles-6-TSA360>
6. TSA360 <https://www.algerie360.com/gaspillage-alimentaire-les-algeriens-jettent-30-de-leur-nourriture-a-la-poubelle/>



L'ALGERIE AUJOURD'HUI

Le Polisario force Orange Maroc à retirer une publicité en Espagne

Orange Maroc a annoncé le retrait d'une publicité en Espagne qui incluait le Sahara occidental sur une carte du Maroc.

Cette décision a été prise, suite à une manifestation du Front Polisario qui demandait le retrait de la publicité controversée. L'entreprise s'est engagée à retirer la clôture dans les prochains jours, tandis que le Front Polisario continuera de surveiller le processus. Cet incident met en lumière la controverse entourant la représentation du Sahara occidental dans les campagnes publicitaires sur le territoire espagnol.

Orange Maroc a annoncé son intention de retirer un panneau publicitaire installé sur l'autoroute espagnole AP-7, sur le tronçon entre Elche et Valence, après que celui-ci ait suscité la polémique en montrant une carte où le Sahara occidental apparaissait intégré au territoire marocain.

Cette décision fait suite à une protestation officielle déposée par la représentation du Front Polisario en Espagne. Leur représentant, Abdallah Arabi, a demandé à l'entreprise de retirer la publicité ou de la remplacer par une carte n'incluant pas le Sahara occidental au sein du Maroc. D'après les informations recueillies, l'entreprise a informé les représentants du Front Polisario de son intention de retirer la clôture «dans les prochains jours». Les représentants sahraouis ont déclaré qu'ils continueraient de suivre la situation de près, afin de s'assurer que le retrait soit bien effectué. L'affiche



publicitaire a suscité des critiques, en raison de son emplacement sur une route très fréquentée, surtout en été. Les représentants du Front Polisario ont fait valoir que la carte présentait le Sahara occidental comme faisant partie du Maroc. Par ailleurs, plusieurs médias ont souligné que la campagne appartenait à Orange Maroc et non à la société MasOrange qui opère en Espagne, soulevant des questions quant à l'identité du créateur du design publicitaire et du choix de la carte utilisée. Cet épisode s'inscrit dans le cadre du conflit de longue date concernant le statut du Sahara occidental, territoire qui figure sur la liste des territoires non autonomes des

Nations unies depuis 1963, tandis que le Front Polisario revendique le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

La représentation du Front Polisario en Espagne a salué l'annonce du retrait, tout en soulignant qu'elle continuerait à suivre l'affaire jusqu'à ce que la clôture soit effectivement retirée ou remplacée par une signalétique n'incluant pas le Sahara occidental dans la carte du Maroc. Cette affaire met une fois de plus en lumière la controverse entourant la représentation du Sahara occidental dans les campagnes commerciales et publicitaires, notamment lorsqu'elles sont diffusées sur le territoire espagnol.

L'ECHO D'ALGERIE

INDUSTRIE TEXTILE:

Le complexe TAYAL moteur de la stratégie nationale de diversification et d'exportation

Implantée au cœur de la zone industrielle de Sidi Khettab, dans la wilaya de Relizane, la société TAYAL S.P.A s'impose aujourd'hui comme un acteur majeur et incontournable de l'industrie textile, non seulement en Algérie, mais à l'échelle du continent africain.

Fruit d'un partenariat stratégique et exemplaire entre l'Algérie et la Turquie, ce complexe industriel intégré incarne avec force la dynamique du « Made in Algeria » et s'inscrit pleinement dans la politique nationale de diversification économique et de promotion des exportations hors hydrocarbures.

S'étendant sur une superficie impressionnante d'un million trente mille mètres carrés, le site de Relizane figure parmi les plus grands complexes textiles intégrés d'Afrique. Cette infrastructure hors norme abrite une capacité de production annuelle qui atteint trente millions de pièces de vêtements finalisés.

Sur le plan social et économique, l'entreprise constitue un bassin d'emploi vital pour la région, employant plus de trois mille sept cent quatre-vingts travailleurs et spécialistes qualifiés qui veillent quotidiennement au fonctionne-



ment des installations. La véritable force de TAYAL réside dans son modèle de processus entièrement intégré.

L'entreprise maîtrise en effet l'ensemble de la chaîne de valeur textile sur un même site, allant de la transformation de la matière première jusqu'au produit fini. Le cycle de fabrication commence par le filage, se poursuit avec le tissage de l'étoffe, intègre les étapes complexes de teinture et de traitement de surface, pour s'achever par la confection et l'assemblage final des vêtements. Cette maîtrise globale garantit une traçabilité rigoureuse et un contrôle qualité strict à chaque

étape de la production. Le catalogue de l'entreprise se caractérise par sa grande diversité et son adaptation aux exigences du marché moderne.

TAYAL est particulièrement spécialisée dans la fabrication de toile denim pour les jeans, d'étoffes non-denim, de tissus pour chemiserie, ainsi que de produits de bonneterie et de tricotage. L'entreprise accorde également une place centrale à l'innovation environnementale en développant des textiles recyclés et durables, répondant ainsi aux nouvelles attentes de l'industrie vestimentaire globale.

Cette rigueur industrielle a per-

mis à TAYAL de franchir avec succès les audits de qualité, d'impact environnemental et de normes sociales imposés par les plus grands donneurs d'ordre internationaux. La société collabore ainsi avec des marques mondiales de premier plan telles que LEVI'S, Decathlon ou Kontoor Brands. Ces partenariats sont adossés à l'obtention de nombreuses certifications internationales prestigieuses, notamment les normes ISO 9001, OEKO-TEX Standard 100, ainsi que les labels de durabilité textile GOTS, GRS et BCI.

Résolument tournée vers l'international, l'entreprise participe activement aux grands rendez-vous commerciaux à travers le monde, à l'image du salon international du textile (ITF) à Madrid, tout en affirmant sa présence lors des manifestations nationales dédiées à l'exportation comme le SNEPAL à Oran. Par son engagement envers l'excellence et la durabilité, TAYAL démontre la capacité de l'industrie algérienne à rivaliser avec les standards mondiaux les plus élevés et à s'imposer comme un hub textile de premier ordre aux portes de l'Europe et de l'Afrique.

L'EXPRESSDZ
CULTURE

Le Festival du burnous d'Aït

Hidja met à l'honneur le savoir-faire traditionnel

La 7e édition du Festival du burnous du village Aït Hidja, dans la commune d'Assi Youcef, au sud-ouest de Tizi-Ouzou, a débuté samedi avec la présence de 123 exposants venus de cinq wilayas. Plusieurs métiers liés à l'artisanat traditionnel sont représentés lors de cette manifestation qui se poursuit jusqu'au 25 août.

Organisé par l'association « Amlouline » sous l'égide du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), le festival rend cette année hommage au chanteur Halli Ali, originaire de la région et décédé récemment. Il est notamment connu pour la chanson « Idjayid jeddi avarnus » (j'ai hérité de mon grand-père un burnous).

Le programme prévoit plusieurs activités consacrées au burnous et aux savoir-faire qui l'entourent. Des artisans présentent leurs produits, tandis que des conférences, des concours et des activités culturelles sont organisés durant les quatre jours de la manifestation.

Le travail de la laine occupe une place importante dans le programme. Une démonstration permettra au public de suivre les différentes étapes liées à la préparation de la laine et à la confection du burnous. Des rencontres sont également prévues pour revenir sur l'histoire de cet habit traditionnel ainsi que sur les pratiques anciennes associées au travail de la laine.

Le festival accorde aussi une place à l'environnement et à l'écotourisme. Une sortie est programmée à la station climatique de Tala Guilef, située à proximité du village. Une conférence sera par ailleurs consacrée au thème « Parc national du Djurdjura et le développement durable ». Le commissaire du festival, Salem Amran, a évoqué les particularités du burnous fabriqué dans la région, notamment ses motifs et ornements en soie, ainsi que les techniques de tissage utilisées. Selon lui, « l'institution de ce festival contribue à la préservation de ce métier en dispensant des formations aux tisseuses ».

GUERRE GÉNOCIDAIRE SIONISTE CONTRE GAZA

Le bilan des martyrs approche les 73 500 morts

Un Palestinien es tombé en martyr hier, par des tirs des forces de l'occupation sioniste dans le village d'Al-Masdar, dans le centre de la bande de Gaza. Selon les médias, des tirs de l'occupation se poursuivent depuis le matin dans le village et dans les rues du camp de réfugiés voisin d'Al-Maghazi.

Le bilan des victimes de la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza est passé à 73 449 morts après que neuf Palestiniens ont été tués au cours des dernières 48 heures, a annoncé samedi le ministère de la Santé de Gaza.

Dans son rapport statistique quotidien, le ministère a indiqué que les hôpitaux avaient reçu neuf corps ainsi que celui d'un autre Palestinien retrouvé, tandis que 18 personnes avaient été blessées au cours de la même période.

Le ministère a précisé que plusieurs victimes se trouvaient toujours sous les décombres et sur les routes, les ambulances et les équipes de la défense civile étant dans l'incapacité de les atteindre.

Il n'a pas fourni de détails sur les circonstances dans lesquelles les Palestiniens ont été tués ou blessés, tandis que l'armée israélienne continue de violer l'accord de cessez-le-feu en vigueur depuis le 10 octobre 2025.

Le ministère a indiqué que le bilan des victimes des violations israéliennes depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu s'élevait désormais à 1 313 morts et 4 361 blessés.

Le bilan total de la guerre menée par Israël à Gaza depuis le 8 octobre 2023 s'élève à 73 449 morts et 174 472 blessés, a ajouté le ministère.

Outre les victimes, dont la majorité sont des femmes et des enfants, Israël a détruit environ 90 % des infrastructures civiles de la bande de Gaza, tandis que l'ONU estime le coût de la reconstruction à environ 70 milliards de dollars.

DEUX SŒURS BLESSÉES LORS D'UNE ATTAQUE DE COLONS ISRAËLIENS À SILWAD À RAMALLAH

Deux Palestiniennes, deux sœurs, ont été blessées samedi lors d'une attaque menée par des colons israéliens dans la localité de Silwad, au nord-est de Ramallah.

Selon des sources locales citées par Wafa, Mona et Alia Mahmoud Hamed, âgées de 75 et 65 ans, cueillaient des figues sur leurs terres lorsque des colons les ont agressées et violemment frappées. Elles ont subi des contusions et des blessures. Les assaillants ont également volé leurs téléphones portables ainsi que les clés de leur véhicule.

Selon la Commission de résistance au mur et à la colonisation, les forces israéliennes et les colons ont mené 2 256 attaques contre des Palestiniens ainsi que leurs terres et leurs biens en juillet dernier, dont 1 458 imputées aux forces israéliennes et 798 aux colons.

Les gouvernorats de Ramallah et Al-Bireh ont enregistré le plus grand nombre d'attaques (260), suivis de 247 à Naplouse, 190 à Jénine, 185 à Bethléem et 170 à Hébron. La Commission estime que ces chiffres témoignent d'une coordination étroite entre les opérations militaires israéliennes et les violences commises par les colons, l'armée israélienne assurant leur protection et leur soutien.



Des colons terroristes agressent une famille et des journalistes dans le village de Jaloud

Des colons terroristes ont agressé, ce samedi, une famille ainsi que plusieurs journalistes étrangers dans le village de Jaloud, au sud de Naplouse.

Bachar al-Qaryouti, militant contre la colonisation dans le sud de Naplouse, a indiqué que des colons avaient attaqué Mahmoud al-Toubassi et son épouse, ainsi qu'une équipe de journalistes qui les accompagnait, près de la maison qu'ils avaient été contraints d'évacuer il y a plusieurs mois.

Il a ajouté que les colons avaient vandalisé le véhicule de l'équipe de journalistes et les avaient agressés physiquement.

L'AFRIQUE DU SUD ACCUSE ISRAËL DE DÉFIER LES ORDONNANCES DE LA CIJ

L'Afrique du Sud a officiellement accusé Israël de ne pas respecter trois ordonnances juridiquement contraignantes de la Cour internationale de Justice (CIJ), en soumettant un dossier de preuves à la juridiction internationale, a annoncé vendredi le ministère des Relations internationales et de la Coopération.

« Malheureusement, Israël ne s'est pas conformé aux ordonnances », a déclaré Pretoria dans un document déposé mardi, affirmant qu'il continuerait d'emprunter « toutes les voies disponibles » afin de garantir le respect total et immédiat par Tel-Aviv de la Convention sur le génocide.

L'Afrique du Sud a averti que les droits des Palestiniens dans la bande de Gaza pourraient être « détruits avant qu'elle ne rende sa décision finale », une situation qui, selon Pretoria, menace « la légitimité de la CIJ elle-même ». Le dossier indique qu'en août, au moins 73 407 Palestiniens avaient été tués et 174 335 blessés, soit « plus de 10 % de la population palestinienne ».

Le rapport affirme également que depuis l'annonce d'un « soi-disant cessez-le-feu », l'armée israélienne a tué en moyenne un enfant palestinien par jour. En outre, le document souligne que le taux de fausses couches chez les femmes palestiniennes a « plus que triplé » en 2026. L'Afrique du Sud affirme qu'Israël a « détenu et expulsé arbitrairement des Palestiniens » qui

ont ensuite été « torturés, soumis à des violences sexuelles et fondées sur le genre, ainsi qu'à des traitements cruels, inhumains et dégradants ». Pretoria affirme également que, pour empêcher que ces actes ne soient documentés, Israël a « tué des journalistes locaux » et « empêché les organismes d'enquête mandatés par l'ONU d'entrer à Gaza ».

LES FORCES D'OCCUPATION ISRAËLIENNES RASENT DES TERRES AGRICOLES PRÈS D'UN AVANT-POSTE COLONIAL À L'EST DE JÉNINE

Les forces d'occupation israéliennes ont procédé, samedi, au nivellement de terres agricoles dans le secteur de Jabal al-Salameh, dans le village de Raba, à l'est de Jénine.

Des sources locales ont indiqué à Wafa qu'un bulldozer militaire israélien avait rasé des terres agricoles et élargi une route à proximité de l'avant-poste colonial établi dans la région.

Selon les mêmes sources, les forces d'occupation se sont ensuite retirées de la zone en direction de la localité d'Az-Zababida, après avoir achevé les travaux de nivellement.

À la mi-2026, les forces d'occupation avaient notifié leur intention de s'emparer de terres appartenant au village de Raba, dans ses secteurs sud et sud-est, sous prétexte d'y aménager une route militaire et d'y établir une base de l'armée israélienne, dans le secteur connu sous le nom de Jabal al-Salameh.

Le village s'étend sur une superficie d'environ 27 000 dunams et compte près de 5 000 habitants. En 2003, l'occupation israélienne y a édifié le mur d'annexion et d'expansion sur des terres du village.

AFFAIRE DE GÉNOCIDE OPPOSANT L'AFRIQUE DU SUD À ISRAËL DEVANT LA CIJ

L'Afrique du Sud a engagé une procédure contre Israël devant la CIJ le 29 décembre 2023, l'accusant de violations de la Convention sur le génocide de 1948.

Le gouvernement sud-africain a demandé à la CIJ d'imposer des mesures conservatoires, invoquant l'urgence humanitaire à Gaza. La Cour a ensuite rendu trois ordonnances distinctes, les 26 janvier, 28 mars et 24 mai 2024.

Ces décisions exigeaient de Tel-Aviv

qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes définis par la Convention. Les juges ont ordonné à l'armée israélienne de mettre en place des mesures de protection contre les actes génocidaires. La Cour a notamment exigé la fin des opérations militaires à Rafah et demandé à Israël de fournir régulièrement des rapports sur son respect des ordonnances.

L'UNRWA CONDAMNE LES MESURES ISRAËLIENNES VISANT SON CENTRE DE FORMATION DE QALANDIA ET AFFIRME QU'IL S'AGIT D'UNE INSTALLATION DE L'ONU DEVANT ÊTRE RESPECTÉE

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a condamné dans les termes les plus fermes les récentes mesures israéliennes visant le centre de formation de Qalandia, dans la Jérusalem-Est occupée, soulignant que l'irruption dans cet établissement éducatif, géré par l'Agence depuis plus de 70 ans, ainsi que la conduite d'activités illégales dans ses locaux, constituent une violation du droit international.

Dans un communiqué publié ce samedi, l'UNRWA a affirmé que le centre demeure une installation des Nations unies et qu'il doit être respecté et protégé conformément au droit international. L'Agence a indiqué que le centre avait subi des destructions pendant la présence des autorités israéliennes sur les lieux, ajoutant avoir reçu des informations faisant état de l'entrée d'individus dans ses locaux et de tentatives de dérober certains de ses équipements et biens.

L'UNRWA a réaffirmé qu'elle insiste constamment sur la nécessité de protéger le centre et ses biens, compte tenu du rôle essentiel qu'il joue dans la fourniture de services éducatifs et de formations professionnelles aux réfugiés de Palestine. Elle a souligné que le gouvernement israélien est juridiquement tenu de mettre fin, sans délai, à de telles mesures et de prendre les dispositions nécessaires pour empêcher qu'elles ne se reproduisent. Dans son communiqué, l'UNRWA a également réaffirmé son engagement à reprendre pleinement ses activités éducatives au centre de formation de Qalandia.

INSUFFISANCE CARDIAQUE :

Voici le nombre idéal de pas par jour pour réduire les risques après 60 ans

L'insuffisance cardiaque est fréquente chez les plus de 60 ans. Pourtant, de petits changements dans les habitudes de vie pourraient réduire les risques, comme marcher un certain nombre de pas, selon une récente étude américaine. On vous explique.



Vélo, course à pieds, ou encore marche rapide, il existe de nombreux sports facilement praticables au quotidien pour atteindre les recommandations du ministère de la Santé de 30 minutes d'activité physique quotidienne d'intensité modérée à élevée, 5 jours par semaine et sans rester inactif 2 jours de suite. C'est bien connu, il faut pratiquer une activité physique régulière pour rester en bonne santé, particulièrement en vieillissant. Mais avec l'âge, il peut parfois être compliqué de s'exercer à des sports qui demandent beaucoup d'efforts. C'est pourquoi la marche reste une option idéale. Si beaucoup pensent qu'il faut atteindre les fameux 10.000 pas quotidiens pour se maintenir en forme, de nombreux travaux ont démontré

les bénéfices de la marche quotidienne sur la santé avec des scores plus bas. En effet, une étude publiée en mars 2022 a par exemple remarqué qu'un chiffre d'environ 6.000 à 8.000 pas par jour était idéal pour diminuer le risque de décès prématuré chez les plus de 60 ans. Une autre étude datant d'octobre 2023 a quant à elle avancé que même 3.000 pas quotidiens pouvaient réduire la mortalité. Mais qu'en est-il en ce qui concerne le risque cardiovasculaire ? Une étude de l'université de Buffalo (Etats-Unis) publiée le 21 février 2024

dans la revue JAMA Cardiology s'est penchée sur les liens entre l'activité physique chez les plus de 60 ans, leur temps de sédentarité et leur risque d'insuffisance cardiaque. Pour cela, les scientifiques ont analysé les données de près de 6.000 femmes âgées de 63 à 99 ans. A l'issue de l'étude, les chercheurs ont observé que le risque d'insuffisance cardiaque était inférieur en moyenne de 12% pour chaque période de 70 minutes quotidienne d'activité d'intensité légère, et de 16% pour chaque période de 30 minutes par jour d'activité modérée à vigou-

reuse. Par ailleurs, ils ont également remarqué qu'à l'inverse, chaque heure et demie de sédentarité était associée à un risque accru de 17% d'insuffisance cardiaque. "Chez les femmes âgées, un plus grand nombre d'activités quotidiennes d'intensité légère et modérée a été associé à un risque plus faible de développer une insuffisance cardiaque, indépendamment des facteurs démographiques et cliniques associés au risque d'insuffisance cardiaque", a expliqué dans un communiqué, Michael J. LaMonte, l'un des auteurs de l'étude.

MARCHE QUOTIDIENNE : COMBIEN DE PAS PAR JOUR POUR RÉDUIRE LE RISQUE D'INSUFFISANCE CARDIAQUE ?

Grâce à ces découvertes, les scientifiques de l'étude ont pu déterminer le nombre idéal de pas à faire quotidiennement après 60 ans pour significativement réduire les risques de développer une insuffisance cardiaque. Ils ont ainsi établi, qu'en moyenne, 3.600 pas par jour à un rythme normal étaient associés à un risque réduit de 26% d'insuffisance cardiaque. Ils ont également remarqué que ce risque diminue dès 2.500 pas journaliers. "Accumuler 3.000 pas par jour pourrait être un objectif raisonnable qui correspondrait à la quantité d'activité quotidienne pratiquée par les femmes de cette étude", a déclaré Michael J. LaMonte. En effet, selon les chercheurs, ces résultats pourraient permettre d'élaborer des recommandations adaptées aux femmes de plus de 60 ans, afin de participer à la prévention primaire de l'insuffisance cardiaque. "Il s'agit là d'un résultat majeur et unique de notre étude, car il existe très peu de données publiées sur l'activité physique et l'hypertension artérielle, et nous fournissons donc de nouvelles informations sur lesquelles d'autres études pourront s'appuyer", a conclu Michael J. LaMonte.

H. M.

TRAMADOL CHEZ LES PERSONNES ÂGÉES :

Indications, effets secondaires, précautions et risques

Avec l'âge, certaines douleurs peuvent s'intensifier. Pour soulager leurs patients, les médecins peuvent, dans certains cas, prescrire des antidouleurs, et notamment du Tramadol. Une médecin gériatre et algologue rappelle les précautions à prendre. Chez l'adulte, en cas de douleur, le médecin prescrit généralement des antalgiques légers, notamment du paracétamol ou de l'ibuprofène. Lorsque les douleurs sont plus intenses, le Tramadol peut, dans certains cas, être prescrit. Selon la classification des antalgiques de Lussier et Beaulieu, le Tramadol fait partie des antalgiques mixtes : antinociceptifs (qui inhibe la sensibilité à la douleur) et modulateurs des contrôles inhibiteurs descendants. La Dre

Françoise Capriz, médecin gériatre et algologue, souligne tout ce qu'il faut savoir sur ce médicament et ses effets secondaires chez les personnes âgées.

TRAMADOL : COMMENT AGIT CE MÉDICAMENT ?

Le Tramadol est un des opioïdes faibles les plus consommés en France. "Son intérêt est son mécanisme d'action mixte. Il a une action opioïde, il va se fixer sur les récepteurs de la douleur (les récepteurs MU) et a également une activité sérotoninergique qui va jouer sur les circuits inhibiteurs descendants de la douleur (envoyés du cerveau vers les nerfs)", explique la Dre Françoise Capriz, gériatre et algologue (spécialiste de la douleur).

C'est ce double mode d'action qui rend par exemple le Tramadol plus efficace que la morphine sur les douleurs à composante neuropathique.

"Le problème du Tramadol est sa métabolisation, dans le sens où deux patients peuvent prendre ce médicament et tous deux auront un effet différent", observe la spécialiste. Certaines personnes sont des métaboliseurs lents (15 à 20 % de la population), le médicament sera alors sans effet. D'autres, environ 5 à 10% de la population caucasienne, sont des métaboliseurs ultra rapides. Le Tramadol sera alors toxique à dose normale, avec un risque de surdosage, de vomissements, de malaise.

DANS QUELS CAS PEUT ÊTRE PRÉSCRIT LE TRAMADOL ?

Le Tramadol est indiqué dans la prise en charge des douleurs modérées intenses, pour des douleurs aiguës ou chroniques. Ses indications sont les mêmes que celles des autres antalgiques opiacés de niveau 2 : la traumatologie dont les fractures, en péri-opératoire, les lombosciatiques etc. "Mais il y a aussi des indications dans les douleurs dites neuropathiques pures ou mixtes (c'est-à-dire nociceptives avec une composante neuropathique) : douleurs du zona ou d'amputation, en post-chirurgie thoracique ou du cancer du sein, en chimiothérapie etc.", détaille la spécialiste.

H. M.

D'APRÈS UN DIABÉTOLOGUE :

Ce fruit serait à consommer avec la plus grande modération

On entend souvent dire qu'il faut manger cinq fruits et légumes par jour pour rester en bonne santé. Si cela n'est pas à contester, il convient toutefois, du moins en ce qui concerne les fruits, de ne pas tous les mettre dans le même panier. Certains fruits se révèlent en effet bien plus sucrés que d'autres et peuvent ainsi l'air de rien rapidement faire monter la glycémie, soit le taux de sucre dans le sang. Si l'impact d'un fruit sera effectivement moindre sur la santé que celui d'un aliment sucré transformé tel qu'une barre chocolatée ou qu'un bon-

bon, chez les personnes diabétiques, un abus de fructose (le sucre naturellement présent dans les fruits) peut tout de même causer des dégâts. Une augmentation trop brutale et soudaine du sucre dans le sang peut être néfaste chez les diabétiques, dont le mécanisme en charge de réguler l'insuline dysfonctionne. Même chez les personnes qui ne sont pas atteintes de diabète, lorsque la glycémie est trop élevée, le pancréas va sécréter de grandes quantités d'insuline, ce qui peut favoriser la formation de graisses dans les cellules, à partir de ce sucre disponible et donc la

prise de poids. C'est pour cette raison qu'il faut veiller à limiter sa consommation d'aliments à fort indice glycémique, parmi lesquels on retrouve certains fruits, dont un à éviter ou du moins à consommer avec modération d'après une diabétologue.

LA BANANE AVEC MODÉRATION

« Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'un fruit, c'est toujours sucré », expliquait le Dr Anne-Sophie Parent, endocrinologue-diabétologue au centre hospitalier de Roubaix, dans un article de Ouest-France, datant de 2020,

en pointant du doigt la banane : « On considère qu'une banane ou une pomme c'est l'équivalent de quatre morceaux de sucre. » ajoutait-elle. L'indice glycémique moyen d'une banane mûre est estimé à 65, ce qui est relativement élevé. Plus une banane est mûre, plus elle sera concentrée en sucre. Il est donc plutôt recommandé de la consommer avant un effort physique pour faire le plein d'énergie ou en fin de repas en préférant peut-être se limiter à une demi-banane. La banane contient par ailleurs plein d'autres nutriments qui se révèlent excellents

pour le bien-être de l'organisme et ne mérite donc pas d'être totalement exclue de votre alimentation. Le tout étant simplement de trouver le bon équilibre en ayant conscience de son indice glycémique. "Si vous êtes diabétique, il est préférable de choisir des fruits ayant un index glycémique bas. C'est-à-dire ceux dont le sucre passe plus lentement dans le sang.", préconise le Dr Parent en citant les fruits rouges telles que les fraises ou les framboises, ou encore les figues fraîches ou les pommes vertes.

H. M.



Selection du jour

TF1

20h10

Spider-Man : Far From Home

Avec Tom Holland, Zendaya, Jake Gyllenhaal, Samuel L. Jackson, Marisa Tomei, Jon Favreau, Jacob Batalon, Tony Revolori, Angourie Rice, Remy Hii, Martin Starr, J.B. Smoove, Jorge Lendeborg Jr., Cobie Smulders, Numan Acar

Le lycée de Peter Parker met sur pied une excursion estivale de deux semaines en Europe, où Peter, toujours bouleversé par la mort de Tony Stark, prévoit d'avouer ses sentiments grandissants pour sa camarade de classe Michelle Jones «MJ» et oublier un temps les rumeurs qui veulent faire de Spider-Man le successeur spirituel d'Iron Man. Première étape de l'escapade : Venise.

5
20h05

Les 100 lieux qu'il faut voir

Réalisateur : Léa Caruelle

À la découverte d'un itinéraire historique. Un pèlerinage au bout duquel se dresse la plus belle récompense, un des monuments les plus magiques au monde, le Mont Saint-Michel. Depuis plusieurs siècles, les marcheurs surnommés les Miquelots, ont tissé tout un réseau de chemins pour rejoindre le célèbre rocher. C'est sur celui emprunté autrefois par les rois de France, venant des châteaux de la Loire, que cette série nous fait découvrir. Un tracé qui relie deux sanctuaires et chefs d'oeuvre de l'architecture médiévale : Chartres et sa cathédrale et pas moins que le Mont Saint-Michel et son abbaye.

6
20h10

Capital

Présenté par : Julien Courbet

Au sommaire : «Moules-frites : enquête sur votre repas préféré des vacances». Avec 110 000 tonnes consommées chaque année, les moules-frites sont un business estival. À Palavas-les-Flots, Jérémy réalise un tiers de son chiffre d'affaires avec sa formule à 12 euros. Entre prix, filières et contrôles, enquête sur ce plat - «Brets, Vico : avec leurs nouveaux goûts, ils nous rendent fous !». Les ventes de

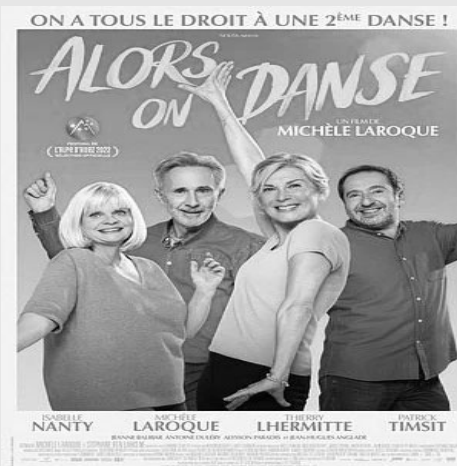


chips ont bondi de 40 % en dix ans. Saveurs originales : les marques rivalisent - «Machines à glace maison : faut-il succomber à la tentation ?». Les ventes ont explosé de 140 %. Granitas et sorbets séduisent. Mais ces machines sont-elles révolutionnaires ou des gadgets ?

france
2

20h10

Alors on danse



Avec Michèle Laroque, Thierry Lhermitte, Isabelle Nanty, Patrick Timsit, Jean-Hugues Anglade, Armelle, Jeanne Balibar, Nicolas Delys, Antoine Duléry, Michèle Clément, Virginia Anderson, Alysson Paradis, Laurent Spielvogel, Sofiane Chalal, Florence Muller

Bien décidée à reprendre sa vie en main après avoir découvert les infidélités de son mari, Sandra se réfugie chez sa soeur Danie. À l'opposé l'une de l'autre, elles se retrouvent autour de leur passion commune : la danse. Avec les pieds nickelés de la chorégraphie Lucien et Roberto, des amis de sa soeur, Sandra trouve enfin la liberté et le grain de folie qui manquaient à sa vie. Une nouvelle vie commence : parce qu'on a tous le droit à une deuxième danse !

france
3

20h10

Brokenwood

Avec Neill Rea, Fern Sutherland, Christina Ionda, Jarod Rawiri, Karl Willetts, Tracy Lee Gray, Jason Hoyte, Kauri Williams, Bronwyn Bradley, Cameron Rhodes, Michael Galvin, Roy Ward, Daniel Watterson

Le groupe de rock Stolen Arrow donne un concert au Croc and Panther, à Brokenwood. Le groupe s'est bien renouvelé depuis les années 1980. Des membres fondateurs, il ne subsiste que James le chanteur et Paul le batteur, qui ont été rejoints par trois jeunes musiciens, Elaine, Nick et Anton. Peggy, une ancienne fan des débuts du groupe réapparaît après quarante ans d'absence, au concert, à l'issue duquel elle est retrouvée morte au pied du clocher.

W9
20h25

Les SEGPA

Avec Ichem Bougheraba, Walid Ben Amar, Arriles Amrani, Abd-el-Kader Biskri, Charles Nyobe, Lahssen Amari, Anthony Pinheiro, Emma Smet, Moussa Maaskri, Inès Boukhelifa

À force de semer la zizanie, Ichem, son meilleur ami Walid et leur petit groupe de potes sont renvoyés du collège Robin-Van-Persie de Marseille. Contre toute attente, ces cancre de haut vol sont accueillis dans l'établissement huppé de monsieur Jourdain, qui a trouvé ce subterfuge pour conserver les aides de la Région. Mais la petite bande de SEGPA n'a pas renoncé à faire parler d'elle.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Édité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues

Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :
www.lemaghreb.dz
e-mail :
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siège social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -
Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits,
photographies ou tout
autre document et
illustrations adressés ou
remis à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
peuvent faire l'objet
d'aucune réclamation.

CONFLIT UKRAINIEN

Zelensky souligne l'impératif de réunir les conditions nécessaires pour mettre fin à la guerre

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré que les États-Unis avaient fourni à son pays des informations sur de récentes réunions qui se sont tenues dans la capitale russe, Moscou.

Dans une allocution vidéo diffusée vendredi soir, Zelensky a indiqué que les informations reçues par Kiev concernaient des réunions qui avaient eu lieu à Moscou « ces derniers jours », précisant qu'il y en avait eu une « série » et que l'Ukraine avait échangé avec les États-Unis avant et après ces réunions.

« Merci pour ces informations et pour le ton nécessaire de la conversation avec la Russie. Nous apprécions la coordination des démarches et le fait que l'Amérique avance une vision réaliste de ce qui doit être fait et de ce qui doit être obtenu », a déclaré Zelensky.

« La Russie doit mettre fin à sa guerre et toutes les conditions nécessaires doivent être réunies pour que cela se produise », a-t-il ajouté, sans préciser qui avait participé aux réunions dans la capitale russe.

Mercredi, le Kremlin a confirmé des informations selon lesquelles le directeur de la CIA, John Ratcliffe, s'était rendu à Moscou mardi. Il s'agissait de la première visite d'un directeur de la CIA depuis 2021. Le Kremlin a indiqué que cette visite avait donné lieu à des contacts entre les services de sécurité, qualifiant ces contacts de « phénomène positif » et de « processus positif ».

Ces informations sont apparues après qu'un avion C-17A Globemaster III de

l'US Air Force a effectué mardi matin un vol entre la capitale lettone, Riga, et l'aéroport moscovite de Vnoukovo, selon Flightradar24. L'appareil était arrivé deux jours auparavant de Camp Springs, aux États-Unis, près de la base interarmées d'Andrews, dans le Maryland, où sont souvent basés des appareils de la Maison-Blanche. L'appareil a quitté Moscou et est retourné à Riga plus tard dans la soirée, selon les données de Flightradar24.

Plus tard mercredi, le président américain Donald Trump a qualifié la visite de Ratcliffe à Moscou de « semi-routine ».

Un jour plus tard, interrogé dans le Bureau ovale pour savoir si le président russe Vladimir Poutine avait accepté ou promis de ne pas attaquer le territoire de l'OTAN, Trump a répondu : « J'ai eu de bonnes discussions avec lui. Il n'attaquera pas un territoire de l'OTAN. »

Interrogé sur son souhait d'adresser une mise en garde à la Russie pour qu'elle n'attaque pas le territoire de l'OTAN, Trump a déclaré : « Je ne veux pas faire de commentaire là-dessus, mais ils n'attaqueront pas. »

LE DÉPLACEMENT DE JOHN RATCLIFFE ALIMENTENT LES INTERROGATIONS EN EUROPE

Washington n'ayant pas dévoilé le contenu des échanges avec les responsables russes, plusieurs médias avancent différents scénarios, tandis que Moscou rappelle qu'il s'agissait d'un contact de travail entre services de renseignement. Plusieurs jours après le

déplacement de John Ratcliffe à Moscou, le contenu précis de ses discussions reste largement inconnu, y compris pour une partie des alliés européens des États-Unis. Le directeur de la CIA s'est rendu dans la capitale russe le 25 août et a notamment rencontré le directeur du Service de renseignement extérieur de Russie, le SVR, Sergueï Narychkine. La visite n'avait pas été annoncée à l'avance. Selon Bloomberg, aucun des responsables européens interrogés par l'agence n'a reçu de Washington d'informations précises sur les échanges entre les deux hommes. Leurs évaluations reposent donc sur leurs propres renseignements et sur leur connaissance du fonctionnement habituel de l'administration américaine. La discrétion entourant le déplacement ne concernait d'ailleurs pas seulement les Européens. Selon le Wall Street Journal, Donald Trump aurait lui-même décidé d'envoyer Ratcliffe à Moscou sans en informer ni certains hauts responsables de la Maison Blanche ni responsables militaires qui normalement auraient été mis au courant d'une telle mission.

Des versions occidentales qui divergent. Faute d'explications détaillées de Washington, différentes interprétations ont rapidement circulé sur les objectifs du déplacement. Bloomberg évoque notamment l'Ukraine, les engagements de défense collective de l'OTAN et l'Iran, tout en précisant que les responsables européens interrogés n'ont pas obtenu ces informations directement de la partie américaine. Les médias américains ont avancé des versions différentes. Le Wall Street



Journala rapporté que Ratcliffe aurait voulu mettre en garde Moscou contre une éventuelle attaque visant un pays de l'OTAN. Le New York Times a plutôt présenté la visite comme une tentative de relancer les discussions autour du conflit ukrainien. NBC News a, de son côté, rapporté que le chef de la CIA aurait demandé à la Russie de ne pas partager de renseignements avec l'Iran. Aucune de ces versions n'a été officiellement confirmée sur le fond des discussions. Le Kremlin a notamment rejeté les affirmations faisant état d'un projet russe d'attaque contre l'Alliance atlantique. Dmitri Peskov les a qualifiées d'« histoires alarmistes », sans rapport avec les intentions de la Russie. Moscou et Washington s'en tiennent aux faits confirmés.

Les déclarations officielles sont restées beaucoup plus limitées. Sergueï Narychkine a confirmé sa rencontre avec John Ratcliffe et indiqué que les

discussions avaient porté sur des questions relevant de la compétence des services de renseignement. Il a également souligné que ce type de contact n'avait « rien d'inhabituel ». Le Kremlin a par ailleurs confirmé que Vladimir Poutine n'avait pas rencontré le directeur de la CIA. Dmitri Peskov a précisé que la visite s'était déroulée exclusivement dans le cadre des contacts entre services spéciaux.

Donald Trump a relativisé les interprétations entourant le déplacement. Le président américain a qualifié le voyage de « semi-routine » et assuré que Vladimir Poutine n'allait pas attaquer un territoire de l'OTAN. À ce stade, le contenu précis des discussions demeure donc confidentiel. Les nombreuses versions apparues dans les médias occidentaux contrastent avec les informations beaucoup plus limitées officiellement confirmées par Moscou et Washington.

R. I.

Post scriptum

Par : B. Khemis

Les images des flammes ravageant les forêts et les terres agricoles de Jijel, Béjaïa, Tizi-Ouzou et d'autres wilayas de l'est du pays ont laissé une trace profonde dans la mémoire collective. Les incendies récents ont causé des pertes humaines et matérielles considérables, au point que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décrété un deuil national de trois jours. Dans un message de condoléances adressé aux familles des victimes, le chef de l'Etat a exprimé sa douleur face à cette tragédie qui a coûté la vie à plusieurs concitoyens, rappelant que nous traversons une période difficile alors même que l'indemnisation des sinistrés des précédents foyers d'incendie venait d'être entamée. Il s'est incliné à la mémoire des disparus, a prié pour leur miséricorde et a présenté ses compassions aux familles endeuillées, en leur souhaitant patience et réconfort. Il a également ordonné la mise en berne de l'emblème national et l'annulation de toutes les manifestations festives et compétitions sportives. Par ailleurs, le président Tebboune s'est rendu hier, au Centre des grands brûlés de Zeralda pour s'enquérir de l'état des blessés évacués des zones sinistrées. Accompagné du Général d'Armée Saïd Chengriha et du ministre de la Santé, il a rassuré les patients sur la prise en charge, y compris pour les cas les plus complexes, et salué le professionnalisme des équipes médicales. Cette présence sur le terrain traduit une volonté claire de l'Etat d'assumer pleinement ses responsabilités face à la catastrophe. Mais au-delà de l'urgence et de la solidarité immédiate, ces drames récurrents posent avec acuité la question de la résilience économique des populations touchées, et en particulier des agriculteurs et éleveurs dont les moyens de subsistance ont été anéantis en quelques heures.

Car si la perte d'une vie humaine est irréparable, les dégâts matériels sont eux aussi d'une ampleur qui pèse lourdement sur le tissu économique local et

national. Les incendies ont détruit des hectares de cultures vivrières, des vergers d'oliviers et d'arbres fruitiers qui demandent des années pour retrouver leur pleine production. Ils ont ravagé des étables, des hangars, des équipements agricoles, et causé la mort de centaines de têtes de bétail : ovins, caprins, bovins, volailles. Les vidéos partagées sur les réseaux sociaux montrent l'étendue des dégâts dans des régions à vocation essentiellement agricole. Pour les familles concernées, c'est non seulement la récolte d'une année qui disparaît, mais parfois l'outil de travail de toute une vie. Pour l'économie nationale, c'est une pression supplémentaire sur la facture d'importation, sur la sécurité alimentaire et sur les finances publiques, d'autant que l'Etat, à travers l'engagement du Président, a réaffirmé sa détermination à prendre en charge les sinistrés.

Or, face à la multiplication des catastrophes naturelles liées aux dérèglements climatiques, aux vagues de chaleur extrême, aux sécheresses et aux inondations, il devient impératif de penser des mécanismes capables d'amortir le choc pour les agriculteurs et les éleveurs, sans faire reposer toute la charge sur le budget de l'Etat. C'est ici que le rôle des assurances prend toute sa dimension. Longtemps perçue comme une formalité administrative ou un coût supplémentaire, l'assurance agricole doit aujourd'hui être envisagée comme un véritable amortisseur économique et social, un outil de gestion du risque indispensable à la pérennité du secteur.

L'assurance ne ramènera pas les vies perdues, et elle ne remplacera pas immédiatement un olivier centenaire. Mais elle peut permettre à un agriculteur de ne pas tout perdre. En indemnisant, dans des délais raisonnables, les pertes de récoltes, de cheptel, d'infrastructures et d'équipements, elle offre une trésorerie qui évite l'endettement, la vente forcée des terres et l'abandon de l'activité. Elle permet de relancer le cycle de production dès la saison suiv-

ante, de racheter des semences, du fourrage, des animaux, et de réparer les dégâts. Pour l'éleveur qui a vu son troupeau décimé, le versement d'une indemnité est la différence entre la cessation d'activité et la possibilité de repartir. Pour le producteur de fruits, c'est la capacité de replanter sans attendre une aide exceptionnelle de l'Etat. Le principe est simple : mutualiser le risque. Au lieu de chaque sinistre soit supporté individuellement par l'agriculteur ou collectivement par le Trésor public, l'assurance répartit la charge entre un grand nombre d'acteurs, dans le temps et dans l'espace. Elle transforme une perte brutale et imprévisible en un coût lissé, prévisible, intégré dans le fonctionnement normal de l'exploitation. Dans un contexte où les catastrophes naturelles s'intensifient et se répètent, cette prévisibilité est un facteur de stabilité décisif. Elle donne de la visibilité aux banques qui financent l'agriculture, aux fournisseurs d'intrants, aux coopératives. Elle rassure l'investisseur qui hésite à se lancer dans des projets de long terme par peur de tout perdre en une saison.

L'innovation dans le secteur de l'assurance est d'ailleurs la clé pour adapter l'offre aux réalités du terrain. Les schémas classiques ne suffisent plus. Il faut développer des produits paramétriques qui déclenchent l'indemnisation automatiquement sur la base de données météorologiques ou satellitaires, sans attendre une expertise longue. Il faut proposer des couvertures combinées : incendie, sécheresse, inondation, grêle, maladies du bétail, avec des franchises et des primes adaptées aux petites exploitations. Il faut s'appuyer sur la digitalisation pour faciliter la souscription, la déclaration de sinistre et le paiement. Et surtout, il faut travailler en étroite collaboration avec le ministère de l'Agriculture, les Chambres d'agriculture, les Instituts techniques et les collectivités locales pour recenser les exploitations, évaluer les risques par zone et sensibiliser les agriculteurs. L'expérience montre que partout où

l'assurance agricole est bien structurée, elle devient un levier de modernisation. L'agriculteur assuré est plus enclin à adopter des techniques nouvelles, à investir dans l'irrigation économe, dans des bâtiments aux normes, dans la génétique animale. Il sait qu'en cas de coup dur, il ne sera pas laissé seul. Cela crée un climat de confiance favorable au développement du secteur. A l'inverse, l'absence de couverture entretient la précarité et freine toute prise de risque productive.

En Algérie, les pouvoirs publics ont déjà engagé des efforts d'indemnisation après chaque catastrophe, et la solidarité nationale joue pleinement son rôle. Mais cette logique, aussi nécessaire soit-elle dans l'urgence, atteint vite ses limites budgétaires lorsqu'elle doit répondre chaque année à des sinistres de plus en plus coûteux. Développer un système d'assurance agricole robuste, adossé à des mécanismes de réassurance nationaux et internationaux, permettrait de partager la charge, de professionnaliser la gestion des risques et de protéger durablement les finances publiques.

Mettre en place des cadres clairs et fiables de protection et d'assurance contre les catastrophes naturelles dans l'agriculture et l'élevage, c'est donc donner aux acteurs du secteur la possibilité de travailler avec sérénité et de développer leur production en toute confiance, sans la crainte permanente du prochain incendie, de la prochaine inondation ou de la prochaine sécheresse.

C'est reconnaître que l'agriculteur et l'éleveur sont en première ligne face au changement climatique, et qu'ils méritent des outils à la hauteur des défis. Dans ce sens, l'innovation en matière d'assurance n'est pas un luxe, c'est une nécessité stratégique. Elle est le complément indispensable à l'action de l'Etat, à la solidarité citoyenne et au courage des populations rurales qui, chaque année, reconstruisent malgré les épreuves.

B. KH.

Les assurances, bouclier des agriculteurs face aux catastrophes naturelles